

Insee Dossier

Haute-Normandie



N° 7

Octobre 2015

Les bas niveaux de formation en Haute-Normandie

Des situations sociales et professionnelles moins stables que les diplômés

AVANT-PROPOS

Le contrat de plan régional de développement des formations professionnelles (CPRDF) constitue le cadre dans lequel s'inscrit la programmation de l'offre régionale de formation professionnelle. La Région a organisé en 2014 six rencontres ayant pour thème « Quelles formations pour quels emplois ? » réunissant un public large : acteurs du monde économique, de la formation, du service public de l'emploi, etc. Lors de ces rencontres, la problématique des bas niveaux de qualification a été largement débattue.

Le Crefor a donc souhaité mener un partenariat avec l'Insee, afin d'avoir un éclairage sur les bas niveaux de formation et de qualification dans la région Haute-Normandie. L'objectif est de mieux connaître ce public et leurs trajectoires professionnelles, et mieux cibler les actions à mettre en oeuvre pour faciliter l'accès à l'emploi de ce public.

Sommaire

Les bas niveaux de formation en Haute-Normandie.....	7
Un quart des actifs ont un bas niveau de formation	7
Des situations sociales plus défavorables	8
Zoom sur les bas niveaux de formation en situation d'illettrisme	8
Les bas niveaux de formation en emploi	9
Un accès à l'emploi plus fréquent pour les hommes ou les personnes en couple	9
55 % des bas niveaux de formation en emploi occupent un poste qualifié	9
Un accès limité aux postes de profession intermédiaire et de cadre.....	9
Les métiers dans le nettoyage, le transport ou la logistique sont les plus exercés.....	10
Autant de CDI pour les bas niveaux de formation que pour les diplômés	11
Encadré : un emploi sur quatre est non qualifié.....	12
Zoom sur les apprentis	12
Les demandeurs d'emploi de bas niveau de formation	14
Deux fois plus souvent au chômage	14
Un demandeur d'emploi sur cinq a un bas niveau de formation.....	14
La moitié des bas niveaux de formation inscrits à Pôle emploi depuis plus d'un an	14
Une hausse du nombre de demandeurs d'emploi plus contenue pour les jeunes les moins diplômés.....	15
Zoom sur les jeunes de bas niveau de formation inscrits en mission locale	16
Plus de la moitié des demandeurs d'emploi de bas niveau de formation inscrits dans trois familles de métiers.....	17
Des enjeux différents sur les bas niveaux de formation selon le territoire.....	19
Les trajectoires professionnelles des bas niveaux de formation.....	21
Des trajectoires plus ponctuées de chômage ou d'inactivité	21
Moins de promotion que les diplômés quelle que soit la catégorie socioprofessionnelle	21
Zoom sur l'accès à la VAE des bas niveaux de formation	22
Définitions Champ Sources.....	24
Définitions	24
Sources.....	24
Champ	24
Annexe : Les bas niveaux de formation dans les branches ayant signé des contrats d'objectifs.....	25

Les bas niveaux de formation en Haute-Normandie

En Haute-Normandie, 518 000 personnes de 15 ans ou plus, dont 199 000 actifs, ont un bas niveau de formation. Leur part augmente avec l'âge, les générations les plus jeunes étant plus longtemps scolarisées que les anciennes. Les seniors de bas niveau de formation sont majoritairement des femmes, tandis que les jeunes sont majoritairement des hommes. Par ailleurs, les personnes ayant un bas niveau de formation sont plus souvent dans des situations sociales fragiles que les diplômés (familles monoparentales ou en situation d'illettrisme notamment).

En 2011 en Haute-Normandie, 518 000 personnes de 15 ans ou plus, hors étudiants, ont un bas niveau de formation, c'est-à-dire un niveau de diplôme inférieur au CAP (*définitions*). La moitié est à la retraite ou en pré-retraite, reflet des anciennes générations déscolarisées très jeunes. Parmi la population haut-normande en âge de travailler - de 15 à 64 ans - hors étudiants, 313 000 personnes ont un bas niveau de formation. Leur faible niveau de formation peut constituer un frein sur le marché de l'emploi, du fait de l'accroissement des compétences qui y sont demandées. Ainsi, les inactifs hors retraités (femme ou homme au foyer ou autres inactifs) sont trois fois plus nombreux parmi les bas niveaux de formation que parmi les diplômés : 18 % des bas niveaux de formation haut-normands en âge de travailler (hors retraités) sont retirés du marché du travail, contre 6 % des diplômés¹.

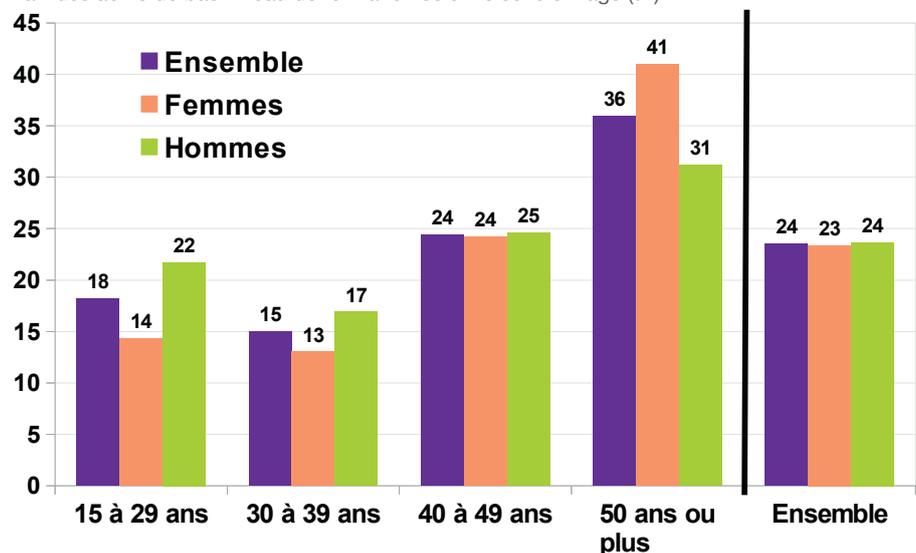
Un quart des actifs ont un bas niveau de formation

La Haute-Normandie compte 199 000 actifs de bas niveau de formation (hors apprentis, *cf champ*), dont 48 % de femmes. Ils représentent 24 % de la population active de 15 ans ou plus. Plus élevée qu'à l'échelle de la France métropolitaine (20 %), cette proportion situe la région au 4^e rang derrière la Corse, la Picardie et la Champagne-Ardenne.

La part des actifs de bas niveau de formation croît avec l'âge, passant de 18 % pour les moins de 30 ans, à 36 % parmi les 50 ans ou plus² (*illustration 1*). Ces proportions sont supérieures au niveau métropolitain à tout âge, mais l'écart se réduit pour les jeunes, plaçant la Haute-Normandie au 6^e rang chez les moins de 30 ans. Ce fort effet générationnel explique l'âge élevé des bas niveaux de formation : 38 % ont 50 ans ou plus. Cette part atteint même 44 % parmi les femmes (*illustration 2*). Si pour les

1 La part des actifs de bas niveau de formation progresse sensiblement avec l'âge

Part des actifs de bas niveau de formation selon le sexe et l'âge (%)



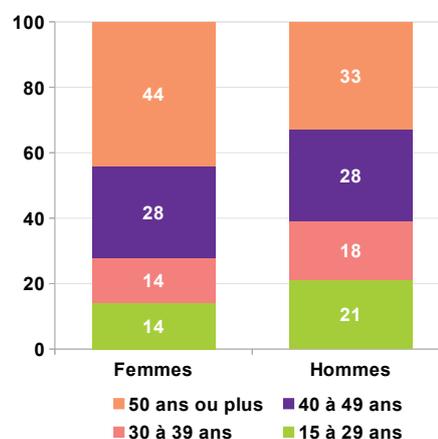
Source : Recensement de la population 2011

Champ : Actifs de 15 ans ou plus, hors apprentis

Note de lecture : En Haute-Normandie, 41 % des femmes actives de 50 ans ou plus ont un bas niveau de formation.

2 Un effet générationnel plus fort chez les femmes que chez les hommes

Répartition des actifs de bas niveau de formation selon le sexe et l'âge



Source : Recensement de la population 2011

Champ : Actifs de bas niveau de formation de 15 ans ou plus, hors apprentis

Note de lecture : 44 % des femmes actives de bas niveau de formation ont 50 ans ou plus

moins de 40 ans, la part des hommes de bas niveau de formation est supérieure à celles des femmes (19 % contre 14 %), c'est l'inverse après 40 ans : 28 % d'hommes contre 32 % de femmes. La scolarisation des filles s'est en effet plus fortement développée que celles des garçons ces dernières années. Cela peut s'expliquer par une orientation plus fréquente pour les filles en faveur d'études générales en fin de troisième.

¹ Dans la suite de l'étude, on appelle les diplômés les individus dont le diplôme est égal au moins au BEP ou au CAP.

² La part des bas niveaux de formation est plus forte pour les moins de 30 ans que pour les 30-39 ans, du fait que les moins de 30 ans intègrent une part importante de personnes entrées tôt sur le marché du travail sans avoir fait d'études, les étudiants intégrant le marché du travail plus tard. Les diplômés sont donc davantage représentés chez les 30-39 ans que chez les moins de 30 ans.

Des situations sociales plus défavorables

Les actifs de bas niveau de formation connaissent des situations sociales plus fragiles que les diplômés. Plus souvent en famille monoparentale (12 % contre 8 %), ils risquent davantage d'être

touchés par la pauvreté. Par ailleurs, ils sont plus souvent de nationalité étrangère (8 % contre 5%) et peuvent connaître des difficultés accrues par une maîtrise insuffisante de la langue française. Enfin, les actifs de bas niveau de formation sont plus fréquemment en situation d'illettrisme que les diplômés : 19 %

connaissent des difficultés graves ou fortes à l'écrit, contre 4 % des diplômés (cf. encadré). Ces situations plus fragiles sont autant de freins à l'accès à une formation qualifiante qu'à une insertion professionnelle durable.

Zoom sur les bas niveaux de formation en situation d'illettrisme

Une personne est en situation d'illettrisme si, ayant été ou étant scolarisée en France, elle présente des difficultés graves ou fortes dans au moins un des trois domaines fondamentaux de l'écrit (traitement de l'écrit, calcul, compréhension orale). En Haute-Normandie, 8 % des personnes âgées de 16 à 65 ans peuvent être considérées en situation d'illettrisme, dont de nombreuses personnes avec un bas niveau de formation. Ces données sont issues de l'enquête IVQ (Information et Vie Quotidienne) 2011 de l'Insee³.

Sept haut-normands en situation d'illettrisme sur dix ont un bas niveau de formation

Sur les 83 000 personnes de 18 à 65 ans en situation d'illettrisme en Haute-Normandie, 56 000 ont un bas niveau de formation (illustration 3). Elles représentent 68 % de la population en situation d'illettrisme. Au total, 5,5 % de la population haut-normande de 18 à 65 ans cumule situation d'illettrisme et bas niveau de formation.

3 Les femmes sont plus souvent en situation d'illettrisme que les hommes

Part des individus de bas niveau de formation, selon qu'ils soient en situation d'illettrisme ou non

	Situation d'illettrisme			Sans difficulté à l'écrit		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
Inférieur au CAP	63,7	73,7	68,0	21,5	28,5	25,1
CAP - BEP ou plus	36,3	26,3	32,0	78,5	71,5	74,9
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Effectifs	47 698	35 059	82 757			

Source : Insee, enquête IVQ 2011 – traitements Crefor

Les bas niveaux de formation en situation d'illettrisme connaissent un parcours scolaire plus défavorable que les diplômés. Ils ont en effet plus souvent connu des changements d'école durant leur scolarité en primaire (40 % contre 30 %), et déclarent plus souvent avoir redoublé, que ce soit en primaire ou au collège.

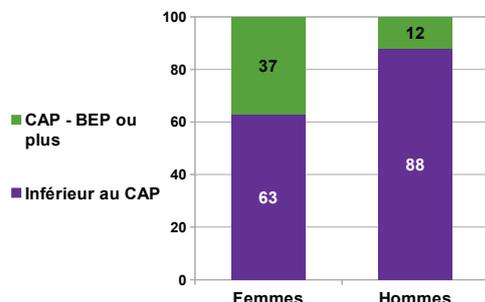
À l'image de ce que l'on observe sur l'ensemble de la population, les hommes de moins de 30 ans en situation d'illettrisme poursuivent moins fréquemment que les femmes des mêmes âges des études après leur troisième. Ainsi, neuf jeunes hommes sur dix en situation d'illettrisme ont un bas niveau de formation, contre deux tiers des jeunes femmes (illustration 4). Les hommes plus âgés en situation d'illettrisme sont plus souvent diplômés que les hommes de moins de 30 ans, les générations plus anciennes ayant pu « glisser » vers des situations d'illettrisme même après un parcours scolaire sans rupture particulière.

Les bas niveaux de formation en situation d'illettrisme sont moins fréquemment sur le marché de l'emploi que les diplômés

Comme pour l'ensemble de la population, l'absence de diplôme des personnes en situation d'illettrisme leur est défavorable sur le marché du travail : 46 % des bas niveaux de formation ont un emploi, contre 70 % des diplômés. De ce fait, chômage, inactivité ou retraite sont des situations plus fréquentes parmi les bas niveaux de formation (illustration 5) et de façon encore plus marquée parmi les femmes. En effet, elles sont bien moins fréquemment en emploi que les hommes (32 % contre 58 %), un peu plus en situation de chômage (20 % contre 17 %), mais surtout plus de 30 % d'entre elles se déclarent au foyer ou en inactivité (hors retraite) contre seulement 5 % des hommes. Les femmes au foyer sont surtout des jeunes femmes ; à l'inverse, les hommes en emploi sont surtout représentés par des jeunes de moins de 30 ans.

4 88 % des jeunes hommes en situation d'illettrisme ont un bas niveau de formation

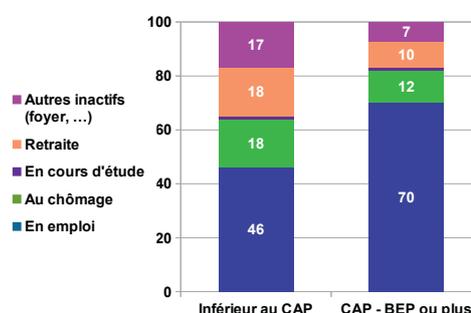
Répartition du niveau de diplôme des individus de 18 à 29 ans en situation d'illettrisme, selon le sexe (%)



Source : Insee, enquête IVQ 2011 – traitements Crefor

5 Plus de chômage ou d'inactivité pour les bas niveaux de formation

Type d'activité des individus en situation d'illettrisme, selon le niveau de diplôme (%)



Source : Insee, enquête IVQ 2011 – traitements Crefor

³ Le traitement statistique de l'illettrisme est un exercice difficile et sensible. L'observation de la population en situation d'illettrisme relève non pas de la recherche de causes ou d'origines mais d'un souci d'identification de spécificités de cette population.

Pour en savoir plus :

- « Les Hauts-Normands face aux savoirs de base : lire - écrire - compter », Insee Haute-Normandie, Dossier d'Aval, septembre 2013.
- « Les filles et les garçons dans le système éducatif depuis vingt ans » Insee Références Données sociales, édition 2006.

Les bas niveaux de formation en emploi

Quatre actifs de bas niveau de formation sur cinq ont un emploi, soit 157 000 personnes. La moitié d'entre eux occupe un emploi qualifié, mais les postes de cadre ou de profession intermédiaire restent rares chez les jeunes comme chez les seniors, du fait d'une difficile adéquation entre compétences demandées et niveau de diplôme. Les bas niveaux de formation exercent des métiers principalement dans le nettoyage, le transport, la logistique ou les services à la personne, métiers qui le plus souvent, ne nécessitent pas de haut diplôme. Leurs contrats de travail sont plutôt pérennes, avec des CDI aussi fréquents que chez les diplômés, mais davantage de temps partiel.

Un accès à l'emploi plus fréquent pour les hommes ou les personnes en couple

« Toutes choses égales par ailleurs », les chances d'être en emploi parmi les actifs de bas niveau de formation sont faibles pour les jeunes et s'améliorent avec l'âge (*illustration 1*). Les femmes, les personnes vivant en famille monoparentale ou celles de nationalité étrangère ont également moins de chances d'être en emploi. Plus représentés dans ces catégories de population par rapport aux diplômés, les actifs de bas niveau de formation connaissent plus fréquemment des difficultés d'insertion professionnelle. En effet, 79 % d'entre eux ont un emploi, contre 89 % des diplômés.

Certains présentent toutefois un profil plus favorable. Tout comme la vie en couple, la détention du brevet ou du certificat d'étude primaire (CEP), ainsi qu'habiter hors des grands pôles, constituent des facteurs positifs à l'accès à l'emploi.

55 % des bas niveaux de formation en emploi occupent un poste qualifié

L'accès des bas niveaux de formation à des postes qualifiés⁴ n'est pas rare (55 %), mais il est nettement moins fréquent que chez les diplômés (82 %, *illustration 2*). Les femmes et les moins de 30 ans de bas niveau de formation se heurtent à davantage de difficultés d'accès aux postes qualifiés, les parts respectives s'élèvent à 41 % et à 49 %.

Les bas niveaux de formation qui occupent un emploi qualifié sont majoritairement des ouvriers qualifiés. Les catégories supérieures sont nettement moins représentées : 12 % relèvent d'une profession intermédiaire et seulement 3 % sont

1 Les actifs de 50 ans ou plus ont deux fois plus de chance d'occuper un emploi que les trentenaires

Rapport de chance d'être en emploi parmi les actifs de bas niveau de formation (hors apprentis)

Sexe	Homme	Réf.
	Femme	0,8***
Âge	15 à 29 ans	0,4***
	30 à 39 ans	Réf.
	40 à 49 ans	1,8***
	50 ans ou plus	2,2***
Diplôme	Avec diplôme (CEP, brevet des collèges)	Réf.
	Sans diplôme	0,7***
Nationalité	Français	Réf.
	Étrangers	0,6***
Mode de cohabitation	Famille d'un couple	1,5***
	Famille monoparentale	0,6***
	Personne vivant seule	Réf.
	Autre	NS
Type de commune	Grand pôle	Réf.
	Couronne d'un grand pôle	1,7***
	Autre	1,4***
Lieu de résidence en 2010	Région	Réf.
	Hors Région	0,7***
Taux de chômage 2011 de la zone d'emploi	Un point de taux de chômage supplémentaire	NS

*** Significatifs au seuil de 1 %, ** significatifs au seuil de 5 % et * significatifs au seuil de 10 % ; NS : non significatif.

Note de lecture : le rapport des chances (ou odd ratio) associé à la modalité « Femme » de la variable Sexe est égal à 0,8 ; cela signifie qu'une femme ayant un bas niveau de formation active a 20 % moins de chance d'occuper un emploi comparativement à un homme.

Source : Recensement de la population 2011

Champ : Actifs de bas niveau de formation de 15 ans ou plus en emploi, hors apprentis

cadres. Parmi les emplois non qualifiés, ouvriers et employés sont répartis quasiment à part égales.

Un accès limité aux postes de profession intermédiaire et de cadre

Les bas niveaux de formation sur des professions intermédiaires ou sur des postes de cadre restent très peu représentés parmi les plus âgés. Leur niveau de formation initiale semble constituer un frein à la progressivité de carrière ou peut traduire

une trajectoire plus erratique sur le marché du travail, la progression de carrière étant alors plus difficile.

« Toutes choses égales par ailleurs » parmi les bas niveaux de formation, les femmes, les jeunes, les actifs sans aucun diplôme ou encore les étrangers connaissent les mêmes freins à l'accès à un poste qualifié que ceux rencontrés pour l'accès à l'emploi.

⁴ Les postes qualifiés sont les postes d'ouvriers qualifiés, d'employés qualifiés, de professions intermédiaires, de cadres, et les professions indépendantes (agriculteurs exploitants, artisans, commerçants et chefs d'entreprise).

Les métiers dans le nettoyage, le transport ou la logistique sont les plus exercés

La moitié des actifs de bas niveau de formation exercent dans quatre familles de métiers (illustration 3), illustrant leur forte concentration dans un nombre restreint de métiers. Dans la majorité des cas, les métiers occupés nécessitent peu ou pas de qualification particulière.

24 000 bas niveaux de formation exercent dans les métiers de l'environnement, du nettoyage et de la sécurité dont 5 300 nettoyeurs. Ils sont 23 000 dans les métiers du transport et de la logistique, dont 4 500 conducteurs routiers et 12 000 dans l'emballage, la manutention ou le magasinage (illustration 4). Les compétences ou diplômes exigés pour ces métiers étant moins élevés, c'est dans ces deux premières familles que les actifs de bas niveau de formation sont les plus présents (41 % et 34 %, contre 22 % en moyenne).

Les actifs de bas niveau de formation sont également nombreux dans les métiers de gestion et de traitement de l'information

3 La moitié des bas niveaux de formation dans quatre familles de métiers

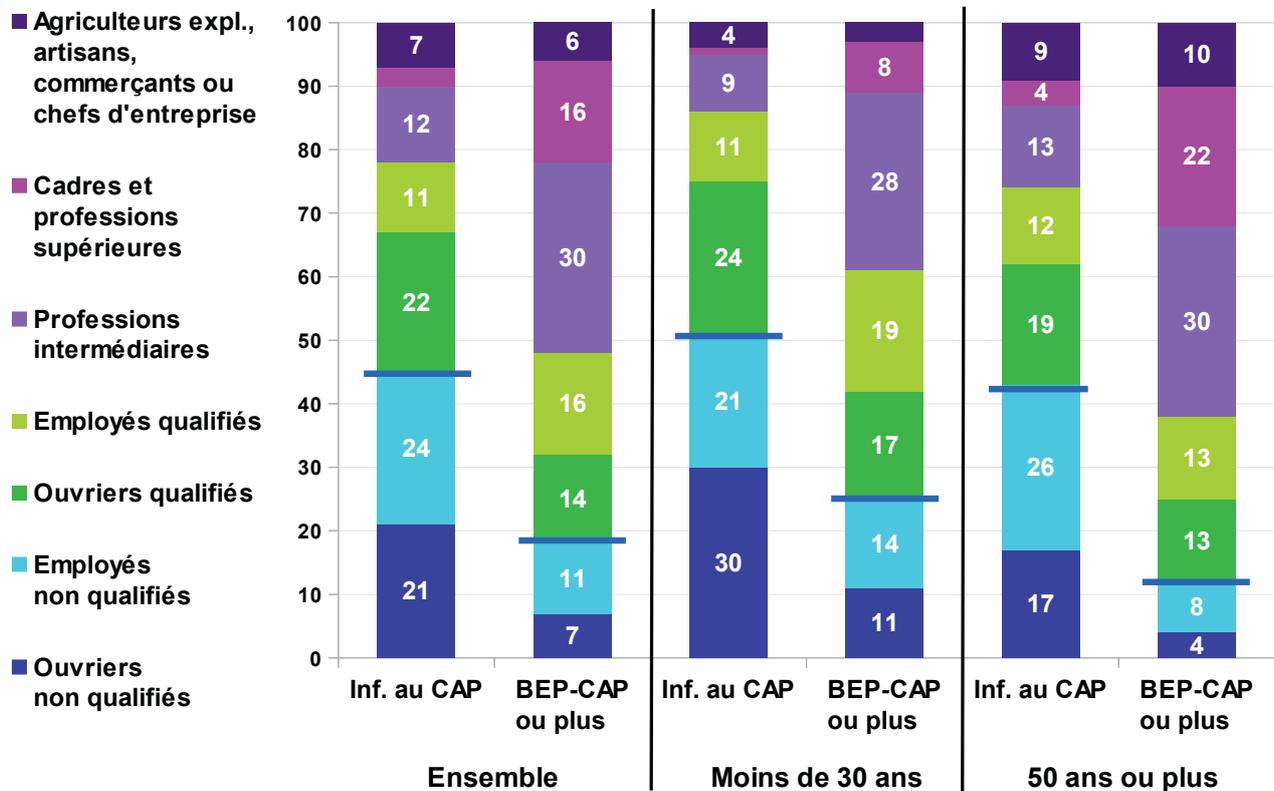
Actifs de bas niveau de formation en emploi, selon le métier exercé par GFE⁵ (Nombre,%)

	Bas niveau de formation		
	Effectifs	Part dans le GFE (%)	Part des moins de 30 ans (%)
Total	156 726	21,5	12,0
Environnement, nettoyage, sécurité	23 746	41,0	9,3
Transport, logistique	22 747	34,2	13,7
Gestion et traitement de l'information	17 665	12,7	5,8
Santé, social, soins personnels	17 402	18,6	6,2
Commerce	12 669	18,8	15,0
Bâtiment : gros œuvre, travaux publics	9 147	29,4	17,5
Transformation des matériaux, procédés	7 629	27,0	12,6
Mécanique	6 524	25,4	11,9
Bâtiment : second œuvre	5 538	29,4	17,5
Agriculture	5 311	29,3	12,0
Production alimentaire	5 236	26,3	20,3
Hôtellerie, tourisme, loisirs	5 166	20,7	24,7
Travail des métaux	4 251	24,8	14,5
Électricité, énergie	2 352	18,6	10,4
Travail du bois, matériaux de synthèse	1 762	23,7	12,4
Appui à la production des industries	983	5,7	6,0
Électromécanique	961	9,8	11,5
Création et production artistique	817	19,0	12,7
Textile, habillement, cuir	776	40,4	3,8
Techniques graphiques, impression	697	30,6	7,2
Communication, médias	378	9,6	12,5
Pêche, Mer	321	25,7	10,3
Autres	4 647	7,6	14,1

Source : Insee RP 2011 – Champ : Actifs de bas niveau de formation de 15 ans ou plus en emploi, hors apprentis
 Note de lecture : Parmi les actifs en emploi dans le GFE « Environnement, nettoyage, sécurité », 23 746 ont un bas niveau de formation, soit 41,0 % de l'ensemble ; 9,3 % de ces bas niveaux de formation ont moins de 30 ans.

2 La moitié des non diplômés de moins de 30 ans sur un poste non qualifié

Répartition des actifs par catégorie socioprofessionnelle selon le niveau de formation et l'âge (%)



Note : les postes non qualifiés sont sous la barre horizontale bleue.

Source : Recensement de la population 2011

Champ : Actifs de 15 ans ou plus en emploi, hors apprentis

Note de lecture : 21 % des bas niveaux de formation (niveau de diplôme inférieur au CAP) sont employés non qualifiés ; c'est le cas de 30 % des jeunes de moins de 30 ans de bas niveau de formation et de 17 % des seniors de 50 ans ou plus de bas niveau de formation.

⁵ GFE : Groupe Formation Emploi (définitions)

(18 000 personnes), mais ces métiers sont davantage occupés par des diplômés. Les métiers de la santé, du social et des soins personnels regroupent 17 000 bas niveaux de formation, principalement dans les services à la personne (aides à domicile, assistants maternels, etc). Les employés de maison et les personnels de ménage sont représentés par deux tiers de bas niveau de formation (*illustration 5*).

Les métiers du bâtiment et de l'agriculture, en premier lieu les jardiniers, sont occupés par une part importante de bas niveaux de formation, en raison notamment de nombreux emplois manuels ne nécessitant pas de diplôme scolaire. Les métiers de l'hôtellerie, du tourisme et des loisirs se distinguent quant à eux par une part importante de jeunes : 25 % des bas niveaux de formation ont moins de 30 ans, contre 12 % en moyenne.

Les femmes de bas niveau de formation en emploi sont beaucoup plus représentées dans certaines familles de métiers, en particulier dans la santé, le social et les soins personnels (94 %). Les aides à domicile, assistants maternels, aides-soignants sont les professions dans lesquelles elles sont les plus nombreuses. Les métiers de l'environnement, du nettoyage et de la sécurité sont occupés par 68 % de femmes ; elles représentent notamment 80 % des nettoyeurs.

6 Plus de précarité pour les jeunes et de temps partiel pour les femmes

Part des CDI et des contrats à temps complet selon le niveau de diplôme (%)

Niveau de diplôme	Contrat à durée indéterminée (CDI)	Temps complet
Inférieur au CAP	84,2	77,7
dont : Femmes	81,7	62,6
Moins de 30 ans	63,4	75,7
BEP-CAP ou plus	87,3	84,2
dont : Femmes	85,1	73,3
Moins de 30 ans	71,7	81,7

Source : Insee RP 2011 – Champ : Salariés de 15 ans ou plus, hors apprentis

Autant de CDI pour les bas niveaux de formation que pour les diplômés

Les salariés avec un bas niveau de formation présentent des contrats de travail légèrement moins favorables que

4 De nombreux métiers dans les services à la personne

Principales professions exercées par les actifs ayant un bas niveau de formation (nombre, %)

	Bas niveau de formation		
	Effectifs	Part dans la profession (%)	Part des moins de 30 ans (%)
Aides à domicile, aides ménagères, travailleuses familiales	7 771	46,8	4,7
Assistants maternelles, gardiennes d'enfants, familles d'accueil	5 532	39,9	3,4
Nettoyeurs	5 269	59,9	7,5
Conducteurs routiers et grands routiers (salariés)	4 459	38,1	7,8
Agents de service de la fonction publique (sauf écoles, hôpitaux)	4 111	48,8	5,7
Agents de service hospitaliers (de la fonction publique ou du secteur privé)	3 864	38,5	9,1
Adjoint administratifs de la fonction publique (y.c. enseignement)	3 267	18,4	4,1
Ouvriers qualifiés de la manutention, conducteurs de chariots élévateurs, caristes	2 993	43,7	12,4
Ouvriers du tri, de l'emballage, de l'expédition, non qualifiés	2 802	42,7	17,1
Employés de maison et personnels de ménage chez des particuliers	2 680	65,6	2,7

Source : Insee RP 2011 – Champ : Actifs de bas niveau de formation de 15 ans ou plus en emploi, hors apprentis

Note de lecture : 5 269 bas niveaux de formation sont nettoyeurs, soit 59,9 % des nettoyeurs. Parmi ceux-ci, 7,5 % ont moins de 30 ans.

5 Une forte représentation dans les métiers non qualifiés

Métiers où les parts des bas niveaux de formation sont les plus fortes (nombre, %)

	Bas niveau de formation		
	Effectifs	Part dans la profession (%)	Part des moins de 30 ans (%)
Ouvriers non qualifiés divers de type artisanal	1 510	65,8	20,8
Employés de maison et personnels de ménage chez des particuliers	2 680	65,6	2,7
Nettoyeurs	5 269	59,9	7,5
Ouvriers qualifiés de l'assainissement et du traitement des déchets	137	58,5	22,1
Ouvriers non qualifiés de l'assainissement et du traitement des déchets	520	54,8	16,0
Indépendants gestionnaires de spectacle ou de service récréatif, de 0 à 9 salariés	159	53,2	22,9
Ouvriers de production non qualifiés du textile et de la confection, de la tannerie-mégisserie et du travail du cuir	412	51,8	4,1
Ouvriers non qualifiés divers de type industriel	2 006	50,4	14,2
Conducteurs de véhicule de ramassage des ordures ménagères	254	50,2	0,4
Ouvriers de production non qualifiés : métallurgie, production verrière, céramique, matériaux de construction	927	49,6	17,1

Source : Insee RP 2011 – Champ : Actifs de bas niveau de formation de 15 ans ou plus en emploi, hors apprentis

Note de lecture : 5 269 bas niveaux de formation sont nettoyeurs, soit 59,9 % des nettoyeurs. Parmi ceux-ci, 7,5 % ont moins de 30 ans.

les diplômés, avec 84 % de titulaires d'un contrat à durée indéterminée contre 87 % (*illustration 6*). Cet écart est le même pour les femmes comme pour les hommes. Mais il est particulièrement fort chez les moins de 30 ans (63 % contre 72 %). Un

moindre niveau de formation expose par ailleurs davantage au temps partiel (22 % contre 16 %). Un peu plus marqué parmi les jeunes (24 % contre 18 %), il est bien plus fréquent parmi les femmes (37 % contre 27 %).

Un emploi sur quatre est non qualifié

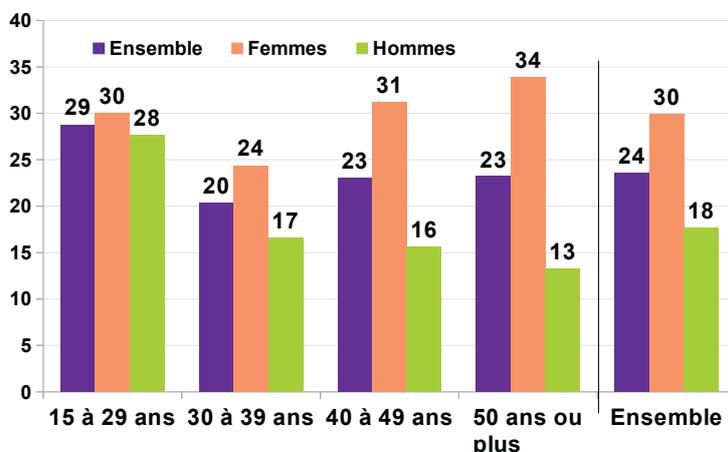
L'emploi non qualifié correspond à des métiers ne nécessitant aucune qualification. Avec la complexification des activités liées notamment aux nouvelles technologies, ces métiers sont de moins en moins représentés. Si ces métiers s'adressent davantage aux bas niveaux de formation, qui n'ont pas reçu de formation qualifiante, la part des diplômés s'accroît.

Un quart des actifs occupent un poste non qualifié (ouvrier non qualifié ou employé non qualifié). Cette part atteint 30 % pour les moins de 30 ans et même 34 % pour les femmes de 50 ans ou plus (illustration 7). Pour autant, ces individus sont souvent diplômés : 59 % de ceux qui occupent un poste non qualifié sont titulaires d'au moins un CAP ou d'un BEP, 16 % sont bacheliers et la part des diplômés du supérieur atteint 6 % (illustration 8). Le « déclassement » des diplômés n'est pas nouveau mais ce phénomène continue de progresser. Entre 1990 et 2011, la part des diplômés sur des postes non qualifiés est passée de 12 % à 18 %.

Les contrats de travail des postes non qualifiés sont moins favorables que les postes qualifiés. Ils se conjuguent en effet avec davantage de précarité (78 % de CDI contre 89 % pour les postes qualifiés) et de temps partiel (30 % contre 13 %), en particulier pour les femmes (42 % contre 23 %). Par ailleurs, le niveau de salaire mensuel net médian est de 1 220 €, soit 660 € de moins qu'un emploi qualifié.

7 Trois femmes sur dix occupent un poste non qualifié

Part des actifs occupant un poste non qualifié selon le sexe et l'âge (%)



Source : Insee RP 2011 – Champ : Actifs de bas niveau de formation de 15 ans ou plus en emploi, hors apprentis
 Note de lecture : 30 % des femmes actives occupent un poste non qualifié

8 6 % des emplois non qualifiés sont occupés par des diplômés du supérieur

Répartition des actifs occupant un emploi non qualifié selon le niveau de diplôme (%)

Diplôme obtenu	Part (%)
Inférieur au CAP	41,1
CEP*, Brevet des collèges	14,0
Sans diplôme	27,1
BEP-CAP ou plus	58,9
BEP, CAP	37,5
Baccalauréat	15,5
Bac + 2	4,2
Bac + 3 ou plus	1,8
Ensemble	100,0

* Certificat d'études primaires
 Source : Insee RP 2011 – Champ : Actifs de bas niveau de formation de 15 ans ou plus en emploi, hors apprentis
 Note de lecture : 41 % des emplois non qualifiés sont occupés par des bas niveaux de formation (diplômé inférieur au CAP).

Zoom sur les apprentis

L'apprentissage est une voie importante d'accès à la qualification et à l'emploi. La Haute-Normandie compte 13 000 apprentis fin 2013. Le dispositif SEINE (Système d'Enquête pour l'Insertion dans l'Emploi) mis en œuvre par le Crefor à la demande du Conseil Régional, permet d'observer les parcours d'insertion des sortants de formation, interrogés 12 mois après leur sortie de formation, en décrivant les situations vécues. Quelques résultats sont présentés à partir de l'enquête auprès des apprentis haut-normands sortis en juin 2013.

L'acquisition du diplôme nettement avantageuse pour accéder à l'emploi

9 Les apprentis qui n'obtiennent pas leur diplôme sont moins souvent en emploi que les diplômés

Taux d'emploi des apprentis, selon leur niveau de diplôme visé et l'obtention du diplôme (%)

Taux d'emploi	Niveau V	Niveau IV	Niveau III	Niveaux II ou I	Ensemble
Non diplômés	42,0	67,2	74,7	61,2	55,0
Diplômés	57,5	79,4	84,8	84,0	72,6
Ensemble	54,0	76,7	83,3	81,5	68,9

Source : enquête SEINE, cohorte 2013 à 12 mois, Crefor

En 2013, 20 % des apprentis haut-normands entrés sur le marché du travail n'ont pas obtenu leur diplôme à l'issue de leur formation. Pour eux, l'insertion professionnelle est moins bonne que pour les diplômés : la moitié des apprentis non diplômés sont en emploi 12 mois après la sortie de formation, contre trois quart des diplômés (illustration 9). Toutefois, être diplômé ne suffit pas à garantir une insertion rapide et durable, en raison du rôle important que joue le niveau d'études suivies. Pour les individus ayant suivi un cycle de niveau V (niveau BEP-CAP), même diplômés, l'accès à l'emploi est souvent plus difficile : si 58 % des titulaires d'un niveau V sont en emploi 12 mois après la sortie de leur formation, ce taux est inférieur à celui des non diplômés visant des niveaux de formation supérieurs. Pour autant, ce niveau de diplôme reste le niveau pertinent dans certaines spécialités de métiers et garantit une insertion professionnelle satisfaisante.

10 Un taux d'emploi plus important parmi les apprentis les plus diplômés

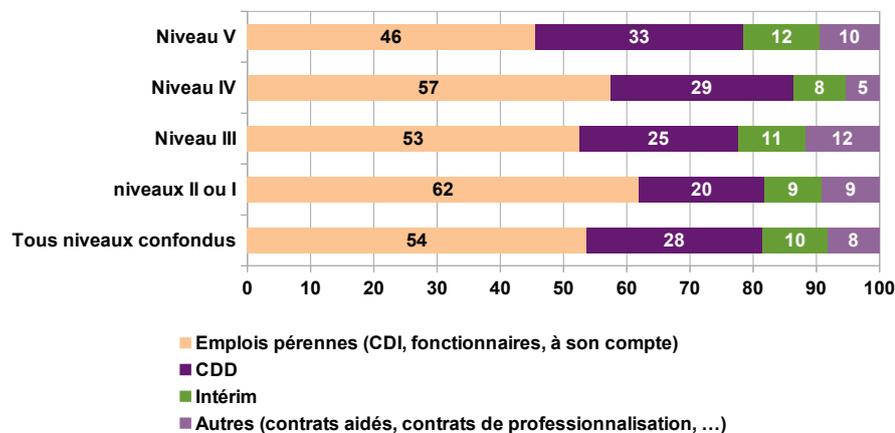
Situation sur le marché du travail des apprentis 12 mois après leur sortie d'apprentissage, selon leur niveau de sortie (%)

	niveau V	niveau IV	niveau III	niveaux II ou I	Ensemble
Emploi à 12 mois	54,0	76,7	83,3	81,5	68,9
Recherche d'emploi	39,0	16,9	8,6	11,5	24,0
Inactivité	4,0	4,0	3,6	5,3	4,2
Formation (stage)	3,0	2,4	4,6	1,6	2,9
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : enquête SEINE, cohorte 2013 à 12 mois, Crefor

11 Davantage de CDD parmi les apprentis de niveau V

Type d'emploi occupé des apprentis à la sortie, selon leur niveau de diplôme visé (%)



Source : enquête SEINE, cohorte 2013 à 12 mois, Crefor

⁶ Les trois premiers groupes formation emploi (GFE) investis par les sortants de niveau V sont la production alimentaire (22 % des apprentis de ce niveau), le bâtiment second œuvre (19 %) et le commerce (11 %).

Une meilleure insertion dans l'emploi avec l'élévation du niveau de diplôme

Plus le diplôme des apprentis haut-normands est élevé, meilleure est l'insertion professionnelle (sans préjuger de sa « qualité »). Les apprentis sortis de formation avec un diplôme de niveau V sont 58 % à déclarer être en emploi 12 mois après leur sortie (*illustration 10*), mais cette proportion s'élève à 79 % pour leurs condisciples de niveau IV (Baccalauréat général, professionnel ou technologique) et plus de 80 % pour ceux qui sont sortis avec une formation de l'enseignement supérieur (BTS ou plus). De la même manière, le taux d'accès à l'emploi (part des individus ayant été en emploi au moins une fois) au bout de 12 mois est de 64 % pour les niveaux V mais dépasse 85 % pour tous les autres niveaux.

Parallèlement, 39 % des apprentis titulaires d'un diplôme équivalent au CAP ou au BEP sont en recherche d'emploi 12 mois après leur sortie tandis que cette proportion se réduit très nettement pour les niveaux supérieurs.

Si l'élévation du niveau de diplôme rend l'insertion professionnelle plus rapide, elle semble également influencer sur les conditions d'emploi. Ainsi, les apprentis titulaires d'un diplôme de niveau V sont moins souvent en emploi pérenne que les niveaux supérieurs : 46 % contre 53 % à 62 %. Ils occupent donc davantage que les autres des emplois en CDD ou en intérim (*illustration 11*).

Pour en savoir plus :

- « Insertion professionnelle des apprentis sortis des CFA de Haute-Normandie en juin 2014 », Seine Chiffres clés, Crefor, août 2015.

Les demandeurs d'emploi de bas niveau de formation

Les bas niveaux de formation sont deux fois plus souvent au chômage que les diplômés, mais leur part tend à diminuer parmi les chômeurs du fait d'une élévation générale du niveau de diplôme. Le chômage de longue durée touche davantage les bas niveaux de formation que les diplômés, sauf chez les jeunes qui bénéficient des dispositifs d'emplois aidés tels les emplois d'avenir. Par ailleurs, les métiers recherchés par les demandeurs d'emploi de bas niveau de formation sont concentrés dans des métiers manuels ou des métiers de services à la personne ou aux collectivités, les femmes et les hommes se distinguant nettement.

Deux fois plus souvent au chômage

Les bas niveaux de formation sont plus touchés par le chômage que les diplômés : 21 % sont au chômage en 2011, c'est 10 points de plus que les diplômés. Ce constat est encore plus marqué chez les jeunes, puisque 47 % des moins de 30 ans qui ont un bas niveau de formation sont au chômage, contre 21 % des diplômés.

Un demandeur d'emploi sur cinq a un bas niveau de formation

31 800 demandeurs d'emploi de catégorie A, B ou C inscrits dans les agences de Pôle emploi au 31 mars 2014 possèdent un niveau de formation inférieur au CAP⁷, représentant 20 % du total des demandeurs d'emploi inscrits (illustration 1). Ils sont légèrement plus représentés parmi les femmes. Au total, 53 % des demandeurs d'emploi de bas niveau de formation sont des femmes. Toutefois, le rapport est inversé dans la catégorie des moins de 30 ans qui comptent six inscrits de sexe masculin sur dix.

92 % des demandeurs d'emploi de bas niveau de formation sont inscrits dans les catégories A, B ou C. Cette proportion apparaît moins élevée parmi les demandeurs d'emploi diplômés (80 %). Le taux de demandeurs d'emploi de bas niveau de formation est plus élevé au sein de la catégorie A (22 % du total des inscrits dans cette catégorie), suivie de la catégorie B (20 %) et de la catégorie C (15 %). Les catégories D et E, c'est-à-dire celles

qui accueillent les demandeurs d'emploi dispensés de recherche (déjà en emploi, en stage, en formation, bénéficiant d'un dispositif de reclassement ou malades), affichent des proportions d'inscrits de bas niveau de formation nettement plus faibles (autour de 12%).

Comme observé dans l'ensemble de la population active, les demandeurs d'emploi de bas niveau de formation sont plutôt âgés : 42 % ont 50 ans ou plus (illustration 2). Les plus jeunes sont en effet scolarisés plus longtemps : les bas niveaux de formation de moins de 30 ans ne représentent que 4 % de l'ensemble des demandeurs d'emploi inscrits en Haute-Normandie.

La moitié des bas niveaux de formation inscrits à Pôle emploi depuis plus d'un an

Au 31 mars 2014, 74 000 demandeurs d'emploi étaient inscrits depuis un an ou plus dans les catégories A, B ou C en Haute-Normandie. Parmi eux, 17 000 avaient un bas niveau de formation, soit 23 % des demandeurs d'emploi de longue durée et 11 % du total des inscrits à Pôle emploi.

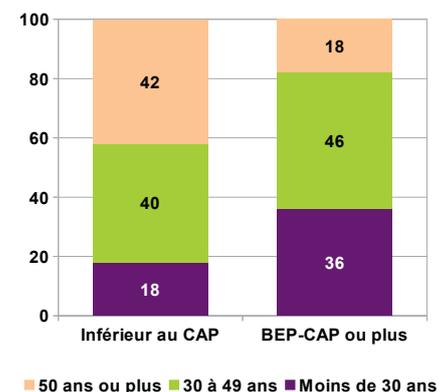
La possession d'un diplôme semble amoindrir les risques d'un chômage long et durable. En effet, les demandeurs d'emploi de bas niveau de formation sont davantage affectés par le chômage de longue durée

que les demandeurs d'emploi diplômés : 53 % des bas niveaux de formation sont inscrits depuis un an ou plus, contre 45 % des diplômés (illustration 3). C'est encore plus net pour le chômage de très longue durée (trois ans ou plus).

Ce constat est toutefois inversé chez les jeunes de moins de 30 ans. Cette situation moins défavorable pour les jeunes de bas niveau de formation est la conséquence probable des dispositifs d'accompagnement à l'emploi à destination des jeunes peu ou pas diplômés comme les emplois d'avenir.

2 Les seniors majoritaires parmi les demandeurs d'emploi de bas niveau de formation

Répartition de l'âge des DEFM ABC selon le niveau de diplôme (%)



Source : Direccte Haute-Normandie, traitements Crefor

1 La part des demandeurs d'emploi de bas niveau de formation croît avec l'âge

Demandeurs d'emploi de catégorie A, B ou C, selon le sexe et le niveau de diplôme (nombre, %)

		Effectifs		Part (%)
		Inférieur au CAP	BEP-CAP ou plus	Inférieur au CAP
Sexe	Homme	15 042	63 530	19,1
	Femme	16 803	62 052	21,3
Âge	25 à 29 ans	5 767	45 174	11,3
	30 à 44 ans	12 726	58 309	17,9
	45 ans ou plus	13 352	22 099	37,7
Ensemble		31 845	125 582	20,2

Source : Direccte Haute-Normandie, traitement Crefor

⁷ Les demandeurs d'emploi (DEFM) de catégorie A, B ou C sont sans emploi ou exercent une activité réduite ; ils sont tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi. Les demandeurs d'emploi de catégorie D ou E sont en stage, en formation, en contrat aidé ou encore en maladie ; ils ne sont pas tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi.

Une hausse du nombre de demandeurs d'emploi plus contenue pour les jeunes les moins diplômés

Entre mars 2011 et mars 2014 le nombre de bas niveaux de formation inscrits à Pôle emploi a augmenté de 13 %, passant de 28 300 à 31 800 inscrits (*illustration 4*). Toutefois, ce rythme est nettement inférieur à celui des demandeurs d'emploi diplômés (+ 23 %).

Les hommes de bas niveau de formation ont connu une évolution des inscriptions plus défavorable que les femmes. Les femmes restent toutefois plus nombreuses que les hommes d'une année à l'autre, d'environ 2 000 individus. Les variations sont contrastées selon l'âge des bas niveaux de formation, les inscrits les plus âgés subissant la plus forte progression (+ 30%, *illustration 5*). Les catégories d'âge plus jeunes sont marquées par des augmentations plus légères. Les moins de 30 ans ont même

connu une diminution du nombre d'inscrits de 5 % de mars 2013 à mars 2014, alors que les jeunes diplômés connaissent une évolution moins favorable (+ 15 % entre mars 2011 et mars 2014). Le renforcement des dispositifs d'accompagnement et de retour à l'emploi des jeunes (emplois d'avenir, contrats de génération, contrats d'accès à la qualification ...) a contribué à amortir pour ces publics les effets d'une conjoncture défavorable sur le marché du travail.

3 Les jeunes de bas de niveau de formation moins souvent au chômage de longue durée que les jeunes diplômés

Durée d'inscription à Pôle emploi selon le niveau de diplôme et l'âge (nombre, %)

	Moins de 30 ans		Ensemble	
	Inférieur au CAP	BEP - CAP ou plus	Inférieur au CAP	BEP - CAP ou plus
Ensemble des demandeurs d'emploi	5 767	45 174	31 845	125 582
Part des demandeurs d'emploi de longue durée* (%)	28,5	30,8	53,2	45,3
Part des demandeurs d'emploi de très longue durée** (%)	5,1	4,8	21,2	13,7

* Inscrits depuis au moins un an.

** Inscrits depuis au moins trois ans

Source : Direccte Haute-Normandie, traitements Crefor

Note de lecture : 31 845 demandeurs d'emploi ont un niveau de formation inférieur au CAP. Parmi eux, 53,2 % sont inscrits à Pôle emploi depuis au moins un an et 21,2 % depuis au moins trois ans.

4 La part des bas niveaux de formation diminue entre 2011 et 2014

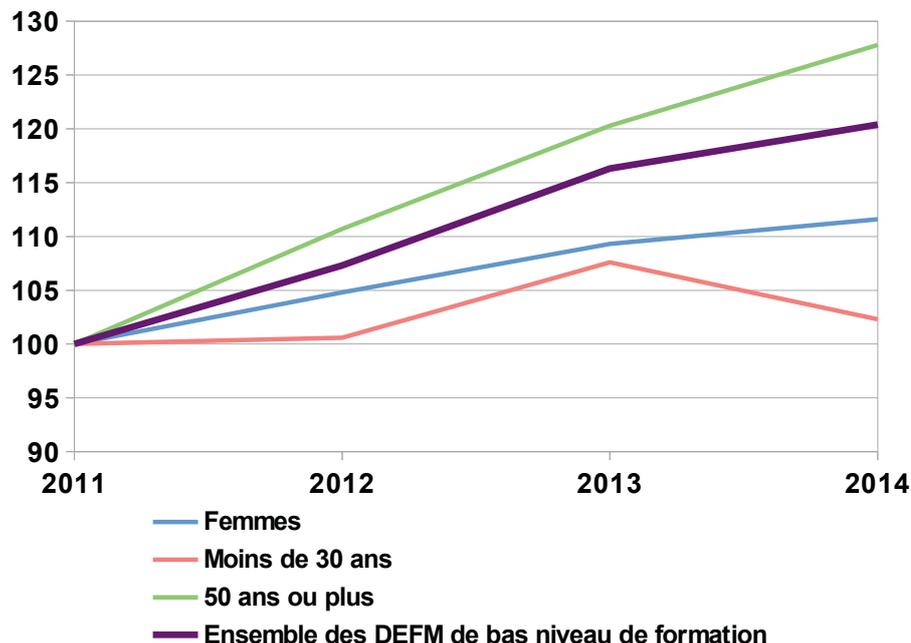
Évolution du nombre de DEFM selon le niveau de diplôme (nombre, %)

		2011	2012	2013	2014	Variation 2014 / 2011
Inférieur au CAP	Effectifs	28 261	29 659	31 243	31 845	+12,7%
	Part (%)	21,6	21,1	20,5	20,2	
BEP - CAP ou plus	Effectifs	102 542	110 711	120 932	125 582	+22,5%
	Part (%)	78,4	78,9	79,5	79,8	
Ensemble	Effectifs	130 803	140 370	152 175	157 427	+20,4%

Source : Direccte Haute-Normandie, traitements Crefor

5 Forte hausse du nombre de demandeurs d'emploi seniors de bas niveau de formation

Évolution du nombre de DEFM de bas niveau de formation selon le sexe et l'âge (indice base 100 en 2011)



Source : Direccte Haute-Normandie, traitements Crefor

Zoom sur les jeunes de bas niveau de formation inscrits en mission locale

Les Missions Locales remplissent une mission de service public pour l'orientation et l'insertion professionnelle et sociale des jeunes de 16 à 25 ans sortis du système scolaire. Elles proposent à chacun un accompagnement adapté en les informant sur leurs droits, en les soutenant dans leur orientation professionnelle, en les aidant à entrer en formation, ou encore en leur proposant des actions pour la recherche d'emploi entre autres. Dans la suite, les jeunes en actualité sont ceux ayant eu un contact avec une mission locale au cours de l'année 2014, quelle que soit l'année d'inscription dans la structure. Les jeunes en situation sont ceux entrés dans une situation au cours de l'année (formation, emploi, ...).

Un quart des jeunes suivis par les missions locales ont un bas niveau de formation

En 2014, 10 250 jeunes inscrits dans les douze missions locales de Haute-Normandie ont un niveau de formation inférieur au CAP⁸, soit un quart des inscrits. Les hommes sont surreprésentés parmi les non diplômés (six sur dix) tandis que la répartition par sexe est équilibrée dans l'ensemble de la population accueillie (*illustration 6*). Assez logiquement compte tenu des parcours d'études, les moins diplômés sont proportionnellement plus nombreux dans la catégorie d'âge la plus jeune (16 à 17 ans), avec la moitié des effectifs de cette classe d'âge contre un sur cinq parmi les 18 ans ou plus.

Les bas niveaux de formation ont une ancienneté d'inscription dans une mission locale supérieure aux diplômés

Les jeunes de bas niveau de formation peinent à se stabiliser dans une situation professionnelle autonome, a fortiori les plus âgés. La moitié a une ancienneté d'inscription en mission locale supérieure à deux ans (*illustration 7*). Cette proportion est de dix points supérieure à la population diplômée. En outre, les bas niveaux de formation s'inscrivent en moyenne plus tard que les diplômés dans une mission locale après leur sortie du système scolaire (*illustration 8*). Plusieurs raisons peuvent expliquer ces écarts : d'une part, les plus jeunes (très présents parmi les bas niveaux de formation) ont pu différer leur inscription après avoir tentés d'entrer sur le marché du travail. D'autre part, la démarche d'inscription dans une mission locale peut être freinée par des facteurs plus personnels (souhait de ne pas entrer dans un système, manque d'information, ...).

7 Plus de la moitié des jeunes de bas niveaux de formation inscrits depuis plus de deux ans

Ancienneté d'inscription des jeunes en mission locale, selon leur niveau de diplôme (%)

	Inférieur au CAP	BEP - CAP ou plus
Jusqu'à 6 mois	10,8	14,8
Plus de 6 mois à 12 mois	12,7	14,2
Plus de 12 mois et jusqu'à 18 mois	14,2	17,6
Plus de 18 mois et jusqu'à 24 mois	9,1	9,9
Plus de 2 ans	53,2	43,5
Total	100,0	100,0

Source : base Parcours 3, Association régionale des missions locales de Haute-Normandie – traitements Crefor

6 10 000 jeunes de bas niveau de formation inscrits en mission locale

Effectifs et parts des jeunes accueillis en mission locale selon le sexe et le niveau de formation

	Effectifs		Part (%)
	Inférieur au CAP	BEP - CAP ou plus	Inférieur au CAP
Femmes	3 982	17 652	18,4
Hommes	6 271	16 114	28,0
Ensemble	10 253	33 766	23,3

Source : base Parcours 3, Association régionale des missions locales de Haute-Normandie – traitements Crefor

8 Une inscription en mission locale retardée pour les bas niveaux de formation

Temps de latence entre la sortie du système scolaire et l'inscription en mission locale, selon le niveau de diplôme (%)

	Inférieur au CAP	BEP - CAP ou plus
Jusqu'à 6 mois	31,0	45,4
Plus de 6 mois à 12 mois	14,5	15,8
Plus de 12 mois et jusqu'à 18 mois	9,4	9,0
Plus de 18 mois et jusqu'à 24 mois	6,9	6,6
Plus de 2 ans	38,2	23,1
Total	100,0	100,0

Source : base Parcours 3, Association régionale des missions locales de Haute-Normandie – traitement Crefor

Le projet professionnel, premier souhait exprimé par les jeunes

Quatre jeunes de bas niveau de formation sur dix inscrits dans les missions locales en 2014 ont exprimé le souhait d'être accompagné pour construire un projet professionnel à leur entrée dans la structure, contre deux jeunes diplômés sur dix (*illustration 9*). L'accès à l'emploi ou l'entrée en formation sont également fréquemment cités comme premier souhait par les bas niveaux de formation.

Les dispositifs d'accompagnement par les missions locales aident les moins diplômés à concrétiser leur souhait et à activer un levier d'autonomie et d'insertion professionnelle. En effet, 38 % des bas niveaux de formation ayant changé de situation en 2014 sont entrés en formation et 15 % en immersion professionnelle (*illustration 10*). Cela les distingue nettement des publics diplômés qui sont majoritairement entrés en emploi au cours de la même période (64 %), en raison probablement d'un projet professionnel plus construit ou de compétences en adéquation avec les emplois proposés.

⁸ Parmi les jeunes de niveau V connus (niveau BEP - CAP), 30 % ont suivi toutes les années du cursus sans toutefois obtenir le diplôme correspondant. Ils ne sont pas pris en compte dans cet encadré.

9 37 % des bas niveaux de formation en mission locale souhaitent construire un projet professionnel

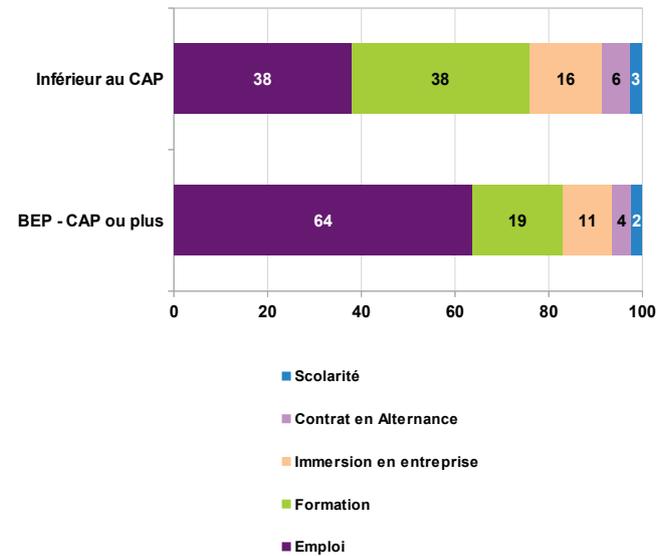
Souhait exprimé par le jeune à son entrée en mission locale, selon le niveau de diplôme (%)

	Inférieur au CAP	BEP - CAP ou plus
Projet professionnel	37,3	21,6
Emploi	28,9	55,0
Formation qualifiante	12,1	12,4
Contrat en alternance	11,6	5,8
Autre formation	4,6	1,8
Vie sociale	2,8	1,8
Situation annexe	1,5	0,9
Logement	0,7	0,7
Santé	0,4	0,2
Total	100,0	100,0

Source : base Parcours 3, Association régionale des missions locales de Haute-Normandie – traitement Crefor

10 Les jeunes de bas niveau de formation se tournent autant vers l'emploi que vers la formation

Entrées en situation selon le niveau de diplôme (%)



Source : base Parcours 3, Association régionale des missions locales de Haute-Normandie – traitement Crefor

Les jeunes de bas niveau de formation dans des situations sociales plus précaires

L'hébergement chez les parents est le mode le plus répandu parmi les bas niveaux de formation (52 %), comme chez les diplômés (59 %). L'hébergement autonome arrive au deuxième rang, mais est légèrement moins représenté parmi les moins diplômés (23 % contre 25 % chez les diplômés).

L'hébergement apparaît toutefois comme une problématique particulière pour les bas niveaux de formation. En effet, 17 % d'entre eux connaissent des modes d'hébergement plus précaires ou moins durables : hébergement chez des amis ou de la famille, foyer, centre d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS), hôtel, hébergement nomade ou pas d'hébergement du tout (*illustration 11*).

Les difficultés d'hébergement vont souvent de pair avec des fragilités sociales. Ainsi, les bas niveaux de formation inscrits dans une mission locale bénéficient plus fréquemment que les diplômés de prestations sociales : 21 % sont bénéficiaires de la couverture maladie universelle (CMU), contre 9 % des jeunes diplômés.

11 Un hébergement plus précaire pour les bas niveaux de formation

Type d'hébergement, selon le niveau de diplôme (%)

	Inférieur au CAP	BEP - CAP ou plus
Hébergé par les parents	52,0	58,5
Logement autonome	22,8	25,1
Hébergé par de la famille	8,9	6,4
Hébergé par des amis	5,3	4,0
Structures d'accueil ou sans hébergement*	6,6	2,2
Autre	4,4	3,8
Total	100,0	100,0

* Foyers FJT et autres foyers, CHRS, hôtels, hébergement nomade

Source : base Parcours 3, Association régionale des missions locales de Haute-Normandie – traitement Crefor

Plus de la moitié des demandeurs d'emploi de bas niveau de formation inscrits dans trois familles de métiers

Les demandeurs d'emploi de bas niveau de formation se positionnent sur un nombre restreint de métiers, à l'image de ce qu'on observe parmi ceux en emploi. Ainsi 57 % des inscrits de bas niveau de formation se retrouvent dans trois familles de métiers, contre 36 % des diplômés.

Les métiers recherchés sont globalement les mêmes que ceux qu'occupent les bas niveaux de formation en emploi. Toutefois, le chômage apparaît très concentré dans la

famille Environnement nettoyage sécurité (surtout le nettoyage), qui regroupe à elle seule un quart des demandeurs d'emploi de bas niveau de formation (*illustration 12*), une part bien supérieure à celle observée parmi les bas niveaux de formation en emploi (un sur cinq). Les bas niveaux de formation sont également nombreux à se positionner sur les familles de métiers « Transport logistique », principalement l'emballage et la manutention, et « Santé social soins personnels », surtout l'aide à domicile ou aux familles.

À l'inverse, les métiers de gestion et de traitement de l'information sont peu recherchés par les bas niveaux de formation,

alors qu'ils sont nombreux parmi ceux en emploi.

Les familles de métiers où se trouvent les plus fortes proportions de demandeurs d'emploi de bas niveau de formation sont l'Environnement nettoyage sécurité (42 %), l'Agriculture (36 %) avec plus précisément les métiers des travaux paysagers, le Textile habillement cuir (34 %) et le Bâtiment gros œuvre (30 %) qui comprend notamment les métiers de la finition. *A contrario*, les familles de métiers Communication médias, Gestion et traitement de l'information, Appui à la production des industries, Électromécanique, Création et production artistique, Électricité énergie

et Transformation des procédés sont ceux qui comptent le moins de demandeurs d'emploi de bas niveau de formation parmi les inscrits au chômage (moins de 10%).

Les environnements professionnels recherchés par les femmes et les hommes de bas niveau de formation apparaissent particulièrement dissociés. Les femmes de bas niveau de formation inscrites à Pôle emploi se retrouvent principalement dans les familles de métiers Environnement nettoyage sécurité (34 % des inscrits), Textile habillement cuir (28 %), Santé social soins personnels (17 %) et Production alimentaire (14 %). Les premiers métiers recherchés sont les services à la personne ou les métiers d'employés dans le commerce ou la restauration (illustration 13). À l'inverse, les hommes sont proportionnellement plus nombreux dans les familles de métiers Agriculture (33 %), Bâtiment gros œuvre (30 %), Bâtiment second œuvre (22 %), Transport logistique (17 %) et Travail du bois (12 %). Ils sont avant tout positionnés sur les métiers manuels dans le bâtiment ou les espaces verts, ou dans la manutention.

Parmi les jeunes de bas niveau de formation, le clivage par sexe se maintient avec seulement deux métiers qui se retrouvent communément dans les listes d'inscriptions des femmes et des hommes : mise en rayon libre-service et opérations manuelles d'assemblage tri ou emballage (illustration 14).

Dans la plupart des familles de métier où les bas niveaux de formation sont nombreux à

12 Nettoyage, transport et logistique sont les premiers métiers recherchés par les bas niveaux de formation

Les familles de métiers (GFE) recherchées par les DEFM de bas niveau de formation (nombre, %)

	Niveau de formation inférieur au CAP			Ensemble Effectifs
	Effectifs	Part dans l'ensemble (%)	Part dans le GFE (%)	
Environnement nettoyage sécurité	8 620	27,1	42,2	20 404
Transport logistique	6 331	19,9	25,3	25 054
Santé social soins personnels	3 214	10,1	17,9	17 955
Bâtiment gros œuvre travaux publics	2 085	6,5	30,1	6 917
Commerce	1 881	5,9	11,0	17 042
Agriculture	1 700	5,3	35,8	4 754
Bâtiment second œuvre	1 692	5,3	23,3	7 276
Production alimentaire	1 431	4,5	23,1	6 193
Mécanique	1 167	3,7	20,5	5 695
Hôtellerie tourisme loisirs	1 003	3,1	12,3	8 153
Travail des métaux	677	2,1	16,5	4 095
Gestion et traitement de l'information	627	2,0	3,9	16 192
Électricité, énergie	287	0,9	9,4	3 046
Travail du bois, matériaux de synthèse	227	0,7	12,0	1 887
Transformation des matériaux, procédés	220	0,7	9,9	2 214
Textile, habillement, cuir	169	0,5	34,2	494
Création et production artistique	123	0,4	7,8	1 584
Appui à la production des industries	104	0,3	4,9	2 127
Électromécanique	83	0,3	5,3	1 552
Techniques graphiques, impression	79	0,2	19,0	415
Communication, medias	66	0,2	3,6	1 836
Pêche, mer	32	0,1	18,0	178
Autres professions (enseignement, magistrature, général)	27	0,1	1,1	2 364
Total général	31 845	100,0	20,2	157 427

Source : Direccte Haute-Normandie, traitements Crefor

se positionner, la part des femmes dans la population des bas niveaux de formation inscrits au chômage est supérieure à la part des inscrites dans la population des diplômés. C'est particulièrement vrai pour les familles Production alimentaire

(respectivement 60 % et 40 %), Mécanique (41 % et 21 %) et dans une moindre mesure Commerce (79% ; 68%), Environnement, nettoyage sécurité (81% et 69 %) et Électricité énergie (43 % et 8 %).

13 Des recherches de métiers différentes entre femmes et hommes de bas niveau de formation

Principaux métiers (nomenclature ROME) d'inscription des demandeurs d'emploi de bas niveaux de formation, selon le sexe (nombre, %)

Hommes de niveau inférieur au CAP			Femmes de niveau inférieur au CAP		
Métiers (nomenclature Rome)	Effectifs	Part dans le total des DEFM	Métiers (nomenclature Rome)	Effectifs	Part dans le total des DEFM
Entretien des espaces verts	1 179	40,9%	Nettoyage de locaux	3 400	44,7%
Préparation du gros oeuvre et des travaux publics	907	44,1%	Services domestiques	2 763	52,6%
Manutention manuelle de charges	879	33,0%	Assistance auprès d'enfants	1 942	24,8%
Nettoyage de locaux	677	8,9%	Opérations manuelles d'assemblage, tri ou emballage	1 319	27,6%
Magasinage et préparation de commandes	652	16,2%	Assistance auprès d'adultes	828	25,8%
Maçonnerie	624	29,4%	Vente en habillement et accessoires de la personne	457	11,5%
Peinture en bâtiment	598	27,2%	Plonge en restauration	400	27,5%
Conduite d'engins de déplacement des charges	559	24,1%	Mise en rayon libre-service	393	14,7%
Conduite de transport de marchandises sur longue distance	506	21,9%	Personnel de caisse	329	17,3%
Conduite et livraison par tournées sur courte distance	480	22,8%	Vente en alimentation	327	18,0%
10 premiers métiers	7 061	23,3%	10 premiers métiers	12 158	30,0%
Ensemble des métiers	15 042	9,6%	Ensemble des métiers	16 803	10,7%

Source : Direccte Haute-Normandie, traitements Crefor

14 Les différences de métiers femmes - hommes restent présentes chez les moins de 30 ans

Principaux métiers (nomenclature ROME) d'inscription des demandeurs d'emploi de bas niveaux de formation de moins de 30 ans, selon le sexe (nombre, %)

Hommes de niveau inférieur au CAP de moins de 30 ans			Femmes de niveau inférieur au CAP de moins de 30 ans		
Métiers (nomenclature Rome)	Effectifs	Part dans le total des DEFM	Métiers (nomenclature Rome)	Effectifs	Part dans le total des DEFM
Manutention manuelle de charges	298	11,2%	Nettoyage de locaux	284	3,7%
Préparation du gros oeuvre et des travaux publics	256	12,4%	Vente en habillement et accessoires de la personne	245	6,1%
Entretien des espaces verts	210	7,3%	Services domestiques	179	3,4%
Peinture en bâtiment	195	8,9%	Assistance auprès d'enfants	148	1,9%
Magasinage et préparation de commandes	142	3,5%	Mise en rayon libre-service	139	5,2%
Maçonnerie	125	5,9%	Opérations manuelles d'assemblage, tri ou emballage	128	2,7%
Conduite d'engins de déplacement des charges	114	4,9%	Vente en alimentation	116	6,4%
Mise en rayon libre-service	110	4,1%	Assistance auprès d'adultes	113	3,5%
Opérations manuelles d'assemblage, tri ou emballage	109	2,3%	Personnel de caisse	89	4,7%
Mécanique automobile	81	7,2%	Service en restauration	82	5,3%
10 premiers métiers	1 640	6,1%	10 premiers métiers	1 523	3,7%
Ensemble des métiers	3 371	2,1%	Ensemble des métiers	2 396	1,5%

Source : Direccte Haute-Normandie, traitements Crefor

Des enjeux différents sur les bas niveaux de formation selon le territoire

En fonction du contexte économique des zones d'emploi et de leur spécificité propre, des profils différents d'individus de bas niveau de formation peuvent être mis en évidence (*illustrations 15 et 16*). Ces profils font apparaître des enjeux différents selon le territoire.

Les zones d'emploi de Rouen et du Havre se caractérisent par les parts de bas niveaux de formation les plus faibles, que ce soit sur l'ensemble des actifs ou sur les demandeurs d'emploi. Les diplômés sont en effet nombreux dans ces grandes agglomérations, d'une part car les emplois cadres et métropolitains sont fortement représentés, et d'autre part car de nombreux étudiants s'installent pour y faire leurs études et occuper leur premier emploi. Les bas niveaux de formation dans ces zones sont souvent des publics « défavorisés » face à l'emploi : jeunes, familles monoparentales, étrangers sont plus représentés qu'ailleurs. C'est d'ailleurs dans ces zones d'emploi que les taux de chômage sont les plus élevés.

Dans les zones d'emploi de Bernay et de Pont-Audemer, les seniors de bas niveau de formation sont plus présents qu'ailleurs. Cela est en partie lié à la composition de la population en moyenne plus âgée dans ces deux zones d'emploi. Le maintien ou le retour à l'emploi des seniors de bas niveau de formation constitue un enjeu pour ces deux zones d'emploi.

La zone d'emploi de la Vallée de la Bresle (partie haut-normande) est le territoire où la part des individus de bas niveau de formation est la plus importante (parmi les actifs et les demandeurs d'emploi). Bien que les taux soient un peu plus faibles dans la zone d'emploi de Dieppe - Caux Maritime, ces deux zones présentent des caractéristiques proches. Leur forte présence parmi les demandeurs d'emploi est à l'image de leur poids dans l'ensemble de la population. L'emploi industriel non qualifié étant plus important dans ces territoires, les bas niveaux de formation sont vraisemblablement moins exposés qu'ailleurs à des difficultés d'insertion dans l'emploi. Toutefois, l'emploi des femmes de bas niveau de formation constitue un enjeu important car elles sont moins souvent en emploi que les hommes.

La zone d'emploi d'Évreux se caractérise par une faible part d'actifs de bas niveau de formation, mais une forte part parmi les demandeurs d'emploi. Cela peut s'expliquer en partie par des difficultés accrues pour les bas niveaux de formation à trouver un emploi.

Enfin, la zone d'emploi de Vernon-Gisors se distingue par une forte proportion de bas niveaux de formation, par ailleurs plus souvent de nationalité étrangère ou issus d'une famille monoparentale.

15 Plus de bas niveaux de formation dans la zone d'emploi de la vallée de la Bresle

Caractéristiques des bas niveaux de formation (nombre, %)

Zone d'emploi	Bas niveaux de formation		Caractéristiques des bas niveaux de formation (%)					
	Effectifs	Part (%)	Femmes	Moins de 30 ans	50 ans ou plus	Famille mono-parentale	Étrangers	En emploi
Bernay	7 155	27	48	17	40	10	2	80
Dieppe - Caux maritime	13 656	25	51	16	40	10	1	81
Évreux	24 762	24	49	17	38	11	6	80
Le Havre	40 575	23	47	20	37	13	5	77
Pont-Audemer	5 886	25	47	16	40	11	1	80
Rouen	85 709	22	48	18	39	12	6	79
Vallée de la Bresle	5 754	31	52	15	38	10	1	81
Vernon - Gisors	15 200	26	47	18	37	11	9	81
Ensemble	198 697	24	48	18	38	12	5	79

Source : Recensement de la population 2011

Des enjeux différents sur les bas niveaux de formation selon le territoire (suite)

16 14 000 bas niveaux de formation inscrits à Pôle emploi dans la zone d'emploi de Rouen

Caractéristiques des bas niveaux de formation inscrits à Pôle emploi (nombre, %)

Zone d'emploi	Bas niveaux de formation		Caractéristiques (%)	
	Effectifs (31/03/2014)	Part (%)	Moins de 30 ans	Femmes
Bernay	1 030	21	15	57
Dieppe - Caux maritime	2 080	21	15	58
Évreux	4 043	22	18	56
Le Havre	6 710	19	19	50
Pont-Audemer	862	21	17	54
Rouen	13 966	20	19	51
Vallée de la Bresle	842	24	16	62
Vernon - Gisors	2 312	22	18	54
Ensemble	31 845	20	18	53

Source : Direccte Haute-Normandie, traitements Crefor

Les trajectoires professionnelles des bas niveaux de formation

Les bas niveaux de formation (apprentis inclus) connaissent des trajectoires professionnelles plus erratiques que les diplômés, avec des épisodes de chômage ou d'inactivité plus fréquents. À catégorie socioprofessionnelle identique, la promotion professionnelle est d'ailleurs plus limitée. Toutefois, des événements comme le changement de secteur d'activité ou la validation des acquis de l'expérience peuvent encourager la promotion professionnelle pour les bas niveaux de formation.

Des trajectoires plus ponctuées de chômage ou d'inactivité

Les actifs de bas niveau de formation (apprentis inclus⁹) connaissent des situations professionnelles moins stables que les actifs diplômés. Leurs trajectoires sont plus souvent ponctuées de période de chômage. Ainsi, 6 % de ceux qui étaient en emploi en 1999 sont au chômage en 2006, soit un peu plus que les diplômés (*illustration 1*). D'autre part, 49 % des bas niveaux de formation qui étaient au chômage en 1999 sont en emploi en 2006, soit 15 points de moins que les diplômés (64 %).

S'ils ne trouvent pas d'emploi, les bas niveaux de formation quittent plus fréquemment le marché du travail que les diplômés. Par exemple, 25 % des bas niveaux de formation qui étaient au chômage en 1999 deviennent inactifs - hors retraités - en 2006, contre 15 % des diplômés. Toutefois, l'inactivité concerne surtout les jeunes femmes et les seniors de 50 ans ou plus : 27 % des femmes actives de moins de 30 ans en 1999 sont devenues inactives en 2006 et 21 % des seniors. Ces jeunes femmes et ces seniors peuvent être découragés à chercher un emploi et préfèrent alors se retirer du marché du travail. Ils peuvent choisir de reprendre des études ou s'occuper d'enfants arrivés au foyer pour les plus jeunes, ou se mettre en retraite plus tôt que prévu pour les seniors.

Moins de promotion que les diplômés quelle que soit la catégorie socioprofessionnelle

Entre 1999 et 2006, 13 % des bas niveaux de formation en emploi ont bénéficié d'une promotion professionnelle, c'est-à-dire qu'ils sont passés dans une catégorie socioprofessionnelle supérieure à celle occupée en 1999 (*définitions*). L'expérience acquise sur leur poste peut en effet leur permettre d'accéder à des postes plus qualifiés, notamment chez les apprentis. La promotion professionnelle est plus fréquente pour les ouvriers non qualifiés (26 %) et moins fréquente pour les employés (9 %). Elle concerne davantage les jeunes : 17 % des bas niveaux de formation de moins de 35 ans ont bénéficié d'une promotion professionnelle, contre 11 % des 35 ans ou plus et 8 % des 45 ans ou plus. Cela peut s'expliquer par le fait que les plus aptes à être promus le sont tôt, ce qui est généralement le cas des apprentis.

À l'inverse, entre 1999 et 2006, 8 % des bas niveaux de formation ont connu un recul professionnel, c'est-à-dire que leur catégorie socioprofessionnelle en 2006 est inférieure à celle de 1999.

À catégorie socioprofessionnelle identique, la promotion professionnelle est moins fréquente chez les bas niveaux de formation que chez les diplômés, avec des écarts allant de 7 points à 14 points selon la catégorie (*illustration 2*). L'écart le plus important concerne les ouvriers non qualifiés, avec 26 % de promotion professionnelle parmi les bas niveaux de formation, contre 40 % parmi les diplômés. Un tel écart peut s'expliquer par un phénomène de « déclassement » à l'embauche des jeunes diplômés : leur qualification est souvent supérieure au niveau de formation requis sur leurs premiers postes occupés. Ils accèdent ensuite à des emplois qui correspondent davantage à leur niveau de formation, et bénéficient ainsi d'une promotion professionnelle.

A contrario, avoir un bas niveau de formation peut constituer une fragilité dans le parcours professionnel. En effet, à catégorie socioprofessionnelle identique, le recul professionnel (*définitions*) est plus fréquent chez les bas niveaux de formation, les écarts allant de 9 à 15 points selon la catégorie par rapport aux diplômés.

1 87 % des bas niveaux de formation en emploi en 1999 le sont toujours en 2006

Situation des actifs en 1999 et leur situation en 2006, selon leur niveau de formation en 1999 (%)

Niveau de formation en 1999	Situation en 1999	Situation en 2006 (%)		
		En emploi	Au chômage	Inactif (hors retraités)
Inférieur au CAP	En emploi	87	6	7
	Au chômage	49	27	25
BEP-CAP ou plus	En emploi	93	4	3
	Au chômage	64	21	15

Source : Recensement de la population 2011

⁹ Alors que la partie 2 sur les actifs à bas niveau de formation en emploi ne comprenait pas les apprentis, ils sont inclus dans cette partie sur les trajectoires professionnelles, car ils n'ont pu être retirés du champ de l'étude.

Entre 1999 et 2006, un quart des bas niveaux de formation a changé de secteur d'activité. Parmi eux, 18 % ont connu une promotion professionnelle, soit un taux légèrement supérieur à ceux qui sont restés dans le même secteur (illustration 3). À l'inverse, 9 % ont connu un recul professionnel, soit une proportion semblable à ceux restés dans le même secteur. Changer de secteur d'activité, ou même plus largement changer d'emploi, peut constituer un moyen pour les bas niveaux de formation de mettre en valeur leurs compétences acquises sur le marché du travail et d'accéder à des emplois plus qualifiés. La validation des

3 18 % des bas niveaux de formation qui ont changé de secteur d'activité entre 1999 et 2006 ont connu une promotion professionnelle

Situation des actifs de bas niveau de formation en emploi en 1999 et en 2006, selon qu'ils aient changé ou non de secteur d'activité (%)

Secteur d'activité	Situation en 2006 (%)			
	Promotion professionnelle	Recul professionnel	Même catégorie	Autre catégorie
Changement	18	9	51	23
Identique	14	10	69	8

Source : Insee, EDP – Champ : Population active en emploi en 1999 et en 2006
 Note de lecture : 18 % des bas niveaux de formation qui ont changé de secteur d'activité entre 1999 et 2006 ont bénéficié d'une promotion professionnelle ; c'est le cas de 14 % des bas niveaux de formation qui sont restés dans le même secteur d'activité.

acquis de l'expérience notamment, peut professionnelle (cf encadré).
 être un moyen de faciliter la promotion

2 Un quart des ouvriers non qualifiés en 1999 a connu une promotion professionnelle

Catégorie socioprofessionnelle des actifs en emploi en 1999 et leur situation en 2006, selon leur niveau de formation en 1999 (%)

Niveau de formation en 1999	CS en 1999	Situation en 2006 (%)					
		Promotion professionnelle	Recul professionnel	Même catégorie	Autre catégorie*	Chômage	Inactivité
Inférieur au CAP	Cadre ou PI	-	26	64	3	3	5
	Employé	9	-	66	9	7	8
	Ouvrier qualifié	10	22	46	8	9	6
	Ouvrier non qualifié	26	-	47	16	5	6
BEP-CAP ou plus	Cadre ou PI	-	11	81	2	3	2
	Employé	18	-	65	7	4	6
	Ouvrier qualifié	17	13	56	8	4	2
	Ouvrier non qualifié	40	-	37	15	6	2

* passage employé - ouvrier, ou passage sur catégories indépendantes (agriculteurs, artisans, commerçants, chefs d'entreprise)

PI = profession intermédiaire

Source : Insee, EDP – Champ : Population active en emploi en 1999 n'étant pas à la retraite en 2006

Note de lecture : 10 % des bas niveaux de formation (niveau inférieur au CAP) qui étaient ouvriers qualifiés en 1999 ont bénéficié d'une promotionnelle ; ils sont 22 % à avoir connu un recul professionnel, 46 % à être restés ouvriers qualifiés, 8 % à être passés dans une autre catégorie (employé ou indépendant), 9 % à être devenus chômeurs et 6 % à être devenus inactifs.

Zoom sur l'accès à la VAE des bas niveaux de formation

En Haute-Normandie, plus de 2 000 personnes s'inscrivent chaque année dans une démarche de validation des acquis de l'expérience (VAE). Cette démarche peut constituer une opportunité d'obtenir un niveau de formation diplômante pour les bas niveaux de formation, qui représentent entre 15 % et 20 % des candidats VAE. Une enquête du Crefor a été réalisée en 2013 dans le cadre de l'Observatoire VAE pour mieux connaître le profil des personnes candidates à ce dispositif. Cette enquête porte sur un échantillon représentatif de 1 000 candidats ayant obtenu une validation totale ou partielle en 2009 ou en 2010, dont 829 femmes.

Les bas niveaux de formation candidats à la VAE : majoritairement des femmes et des seniors

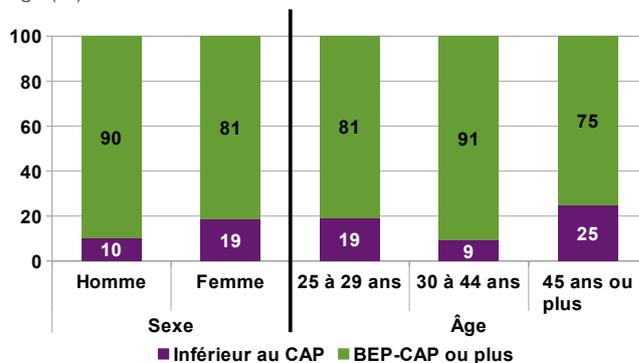
Le dispositif de VAE est moins utilisé par les bas niveaux de formation que les diplômés. En 2009 et en 2010, 17 % des candidats étaient non diplômés à l'engagement de leur démarche alors qu'ils représentent 24 % de la population active. Les femmes de bas niveau de formation utilisent toutefois davantage ce dispositif que les hommes (illustration 4). L'importance des certifications d'aide aux personnes parmi la VAE, davantage investies par des femmes non diplômées, peut expliquer en partie ces différences. Les candidats à la VAE non diplômés sont particulièrement âgés : trois quart des bas niveaux de formation ont 45 ans ou plus. Ici également, le poids des certifications d'aide aux personnes dans les projets de VAE peut en constituer un des éléments d'explication.

74 % des bas niveaux de formation ne le sont plus à l'issue de la VAE

Si les bas niveaux de formation sont proportionnellement un peu moins nombreux que les diplômés à obtenir une validation totale (74 % contre 79 %), les individus les moins diplômés trouvent dans le dispositif de VAE une réponse efficace à leur demande de promotion sociale ou professionnelle par la certification (illustration 5). Dans la plupart des cas, c'est une certification de niveau V (niveau BEP - CAP). Toutefois, il n'est pas rare que des personnes sans diplôme visent et obtiennent un diplôme de niveau IV ou III, voire même de niveau II (niveaux Bac ou plus).

4 25 % des seniors candidats à la VAE ont un bas niveau de formation.

Candidats à la VAE par niveau de diplôme de départ, selon le sexe et l'âge (%)



Source : Étude impact sur les parcours professionnels, juin 2012 – Observatoire VAE, Crefor
 Note de lecture : 25 % des seniors candidats à la VAE ont un bas niveau de formation

5 Trois quarts des candidats de bas niveau de formation inscrits à la VAE la valident totalement

Candidats à la VAE par niveau de diplôme de départ, selon le type de validation (%)

	Validation partielle	Validation totale	Total
Inférieur au CAP	26	74	100
BEP-CAP ou plus	21	79	100

Source : Étude impact sur les parcours professionnels, juin 2012 – Observatoire VAE, Crefor

6 Les candidats à la VAE de bas niveau de formation viennent principalement du secteur des services aux particuliers

Secteurs d'activité majoritaires des candidats à la VAE, selon leur niveau de diplôme

	Secteurs d'activité majoritaires
Inférieur au CAP	Services aux particuliers : 38,3 % Éducation, santé, action sociale : 29,2 %
BEP-CAP ou plus	Services aux particuliers : 25,9 % Éducation, santé, action sociale : 29,3 %

Source : Étude impact sur les parcours professionnels, juin 2012 – Observatoire VAE, Crefor

Les certifications dans le secteur sanitaire et social sont majoritaires

Le dispositif de la VAE en région se caractérise par l'importance de deux secteurs d'origine des candidats : les services aux particuliers et l'éducation, santé, action sociale qui regroupent ensemble une majorité de candidats, quels que soient les niveaux de formation. Le secteur des services aux particuliers apparaît encore plus prégnant pour les candidats de bas niveau de formation puisque 38 % d'entre eux en sont issus, contre 26 % des candidats diplômés (*illustration 6*).

Les candidats de bas niveau de formation visent un éventail de certifications plus restreint que les diplômés, traduisant une concentration dans un nombre réduit de champs professionnels. On les retrouve principalement dans le secteur sanitaire et social. Ainsi, le CAP petite enfance, le titre professionnel assistant(e) de vie aux familles et le diplôme d'État d'auxiliaire de vie sociale recueillent 42 % des candidatures émises par bas niveaux de formation, contre 22 % pour les candidats diplômés (*illustration 7*). Ces derniers investissent plus fréquemment d'autres champs comme le commerce, la comptabilité ou la gestion.

7 Le CAP Petite Enfance en tête des certifications visées

Principales certifications visées, selon le niveau de diplôme (%)

Les 15 certifications les plus demandées			
Candidats de niveau inférieur au CAP	Part (%)	Candidats de niveau BEP - CAP ou plus	Part (%)
CAP Petite enfance	17,2	CAP Petite enfance	10,6
Titre Professionnel Assistant(e) de vie aux familles	16,6	Titre Professionnel Assistant(e) de vie aux familles	7,5
Diplôme d'État d'Auxiliaire de vie sociale	8,6	Diplôme d'État d'Aide-soignant(e)	5,2
Diplôme d'État d'Aide-soignant(e)	7,9	BTS Assistant(e) de direction	4,4
BTS Assistant(e) de direction	3,7	Bac Professionnel Secrétariat	4,0
Titre Professionnel Agent de fabrication industrielle	3,6	Diplôme d'État d'Auxiliaire de vie sociale	3,6
Titre Professionnel Agent de propreté et d'hygiène	3,6	Bac Professionnel Commerce	3,1
Bac Professionnel Secrétariat	< 3	Bac Professionnel Coiffure option coloriste permanentiste	3,0
BEP Carrières sanitaires et sociales	< 3	Titre Professionnel Secrétaire assistant(e)	< 3
Bac Professionnel Commerce	< 3	Diplôme d'État Educateur spécialisé	< 3
Diplôme d'État d'aide médico-psychologique	< 3	BTS Comptabilité et gestion des organisations	< 3
Titre Professionnel Secrétaire assistant(e)	< 3	Bac Professionnel Comptabilité	< 3
Titre Professionnel Vendeur(se) spécialisé(e) en magasin	< 3	Master Responsable en gestion d'entreprise	< 3
Titre Professionnel Gestionnaire de paie	< 3	Diplôme d'État d'Aide médico-psychologique	< 3
Titre Professionnel Agent administratif d'entreprise	< 3	Titre Professionnel Formateur professionnel d'adultes	< 3
Total ses 15 premières certifications (effectifs : 131)	76,2	Total des 15 premières certifications (effectifs : 455)	55,0
Ensemble des candidats (effectifs 172)	100,0	Ensemble des candidats (effectifs : 828)	100,0

Source : Étude impact sur les parcours professionnels, juin 2012 – Observatoire VAE, Crefor

Pour en savoir plus :

- « L'impact de la VAE sur les parcours professionnels en Haute-Normandie », Crefor Haute-Normandie, juin 2013

Définitions

- Bas niveau de formation** : on appelle « bas niveau de formation » un individu dont le niveau de formation initiale est inférieur au CAP ou au BEP. Dans la nomenclature des niveaux de formation, il s'agit des individus de niveau VI ou V bis. L'individu peut soit ne posséder aucun diplôme, soit être titulaire du certificat d'étude primaire ou du brevet des collèges.

Par opposition aux bas niveaux de formation, on appelle « diplômés » les individus dont le niveau de formation initiale est au moins égale au BEP ou au CAP, c'est-à-dire de niveau V ou plus.
- Ouvrier qualifié / ouvrier non qualifié** : La distinction entre ouvrier qualifié et ouvrier non qualifié existe dans la nomenclature des professions et catégories socioprofessionnelles (PCS). Les ouvriers non qualifiés regroupent les ouvriers non qualifiés de type industriel, les ouvriers non qualifiés de type artisanal et les ouvriers agricoles.
- Employé qualifié / employé non qualifié** : La nomenclature des professions PCS ne permet pas de distinguer les métiers d'employé qualifié des métiers d'employé non qualifié. Une nomenclature proposée en 2002 par Olivier Chardon a été utilisée pour faire la distinction. Ainsi, les employés non qualifiés correspondent dans l'étude aux professions suivantes : agents de service (525a, 525b, 525c, 525d), agents de surveillance et de sécurité (533c, 534a), standardistes, opérateurs de saisie (541d, 542b), caissiers ou vendeurs non qualifiés (551a, 552a, 553a, 554a, 554h, 554j, 555a), serveurs et employés non qualifiés de la restauration et du tourisme (561a, 561d, 561e, 561f), assistants maternels (563a), aides à domicile, aides ménagères (563b), employés de maison et personnels de ménage (563c), concierges et gardiens d'immeubles (564a), employés des services divers (564a). Cette nomenclature a été établie de la façon suivante : les professions exercées en grande proportion par des employés possédant un diplôme de la même spécialité que leur profession sont considérées comme des professions qualifiées, et les autres comme des professions non qualifiées.

Le terme « non qualifié » est relatif à la nature de l'emploi occupé et ne signifie en aucun cas que l'individu ne dispose d'aucune qualification pour exercer son emploi. De nos jours, la plupart des emplois de premier niveau requiert des compétences spécifiques nécessaires à leur exercice. Ces compétences peuvent être traduites dans des habilitations ou certifications non diplômantes, garantissant un savoir-faire.
- Groupe emploi formation (GFE)** : La nomenclature des GFE permet de rapprocher la formation, l'emploi et le marché du travail sur un critère de proximité des savoirs : savoirs reçus en formation, savoirs mis en œuvre dans l'emploi, et savoirs échangés sur le marché du travail.
- Promotion professionnelle** : dans l'étude, on parle de promotion professionnelle lorsque l'individu passe à une catégorie socioprofessionnelle supérieure. Par exemple, un ouvrier non qualifié connaîtra une promotion professionnelle s'il devient ouvrier qualifié, profession intermédiaire ou cadre. En raison du regroupement des professions intermédiaires et des cadres, la promotion professionnelle d'une profession intermédiaire vers un poste de cadre ne peut pas être identifiée. Par ailleurs, la distinction entre employé qualifié et employé non qualifié ne pouvant pas se faire dans les données de l'EDP (*sources*), les passages entre ouvrier et employé ne sont pas comptés comme un passage à une catégorie supérieure ou inférieure.
- Recul professionnel** : dans l'étude, on parle de recul professionnel lorsque l'individu passe à une catégorie socioprofessionnelle inférieure. Par exemple, un individu sur une profession intermédiaire ou sur un poste de cadre connaîtra un recul professionnel s'il devient employé ou ouvrier. En raison du regroupement des professions intermédiaires et des cadres, le recul professionnel de cadre vers une profession intermédiaire ne peut pas être identifié. Par ailleurs, la distinction entre employé qualifié et employé non qualifié ne pouvant pas se faire dans les données de l'EDP, les passages entre ouvrier et employé ne sont pas comptés comme un passage à une catégorie supérieure ou inférieure.

Sources

Les sources utilisées dans l'étude sont les suivantes :

- Parties sur la présentation des bas niveaux de formation et sur les actifs de bas niveau de formation en emploi : le recensement de la population 2011
- Partie sur les demandeurs d'emploi de bas niveau de formation : les données de Pôle emploi
- Partie sur les trajectoires professionnelles : l'échantillon démographique permanent. Il permet de suivre un panel d'individus depuis 1968, à partir des informations collectées aux recensements de la population (1968, 1975, 1982, 1990 et 1999), aux enquêtes annuelles de recensements (depuis 2004) et à l'état civil. Dans l'étude, sont exclues les personnes décédées ou qui ont quitté le territoire français au recensement de la population 2006. Des regroupements ont dû être faits pour assurer une représentativité d'individus notamment parmi les bas niveaux de formation : ainsi, les cadres et professions intermédiaires ont été regroupés ; les agriculteurs ont été mêlés aux artisans, commerçants et chefs d'entreprise.

Les sources utilisées dans les encadrés sont précisées dans chaque encadré.

Champ

Le champ de l'étude couvre principalement sur la population active de 15 ans ou plus hors apprentis. Les apprentis ont été retirés le plus souvent du champ car ils sont en cours de formation et sont amenés à ne plus avoir un bas niveau de formation à l'issue de l'apprentissage. Dans la partie sur les trajectoires professionnelles, les apprentis n'ont pu être retirés du champ.

Annexes :

Les bas niveaux de formation dans les branches ayant signé des contrats d'objectifs

Les contrats d'objectifs sont des accords signés entre l'État, les autorités académiques, la Région Haute-Normandie et les branches professionnelles au service de l'emploi et de la formation en Haute-Normandie. Ce dispositif permet des échanges privilégiés sur les besoins de formation parmi l'ensemble des acteurs du champ de l'emploi-formation. Des données de cadrage sur les bas niveaux de formation dans les neuf branches¹ des contrats d'objectifs en vigueur sont ici présentées avec une fiche par contrat d'objectif : agriculture et forêt, artisanat, bâtiment et travaux publics, chimie, hôtellerie-restauration, métallurgie, sanitaire et social, services à l'automobile, transports-logistique. Les résultats ci-dessous synthétisent les principaux résultats de chaque branche.

Principaux résultats

La part des actifs de bas niveau de formation en emploi varie du simple au double selon la nature de l'activité : de 15 % dans la chimie, secteur exigeant en compétences, à 30 % dans les transports-logistique où le métier le plus courant, celui de conducteur routier, est accessible sans diplôme, mais par une formation obligatoire. Les conditions d'emploi de cette population sont plus pérennes dans l'industrie (95 % de CDI occupés par des bas niveaux de formation dans la chimie et la métallurgie contre 78 % tout secteur d'activité). La part des emplois non qualifiés est la plus importante dans le sanitaire et social (74 %).

1 Actifs en emploi avec un niveau de diplôme inférieur au CAP selon le contrat d'objectif (nombre,%)

	Nombre	%	Part des moins de 30 ans
Tout secteur d'activité	156 726	21,5	12,0
dont agriculture et forêt	5 743	29,4	11,1
artisanat	4 867	19,7	15,2
bâtiment et travaux publics	12 919	24,5	17,5
chimie	1 767	14,7	6,5
hôtellerie-restauration	4 567	25,7	17,9
métallurgie	10 803	19,9	6,7
sanitaire et social	24 802	23,8	7,9
services à l'automobile	3 337	18,7	14,7
transports logistique	9 095	29,7	11,7

Note de lecture : Parmi les actifs en emploi dans la branche agriculture et forêt, 5 743 ont un bas niveau de formation, soit 29,4 % ; cette population comporte 11,1 % de moins de 30 ans.

2 Conditions d'emploi des actifs de bas niveau de formation selon le contrat d'objectif (%)

	Contrat à durée indéterminée (CDI)	Temps complet
Tout secteur d'activité	84,2	77,7
dont agriculture et forêt	80,9	73,8
artisanat	88,3	77,7
bâtiment et travaux publics	92,6	94,9
chimie	95,8	94,5
hôtellerie-restauration	86,3	67,1
métallurgie	96,1	94,1
sanitaire et social	78,3	62,4
services à l'automobile	91,9	87,0
transports logistique	94,8	91,1

Note de lecture : Parmi les salariés de bas niveau de formation en emploi dans la branche agriculture et forêt, 80,9 % sont en CDI et 73,8 % occupent un emploi à temps complet.

3 Répartition des actifs en emploi avec un niveau de diplôme inférieur au CAP selon la catégorie socioprofessionnelle (%)

	Emplois qualifiés	dont Agriculteurs exploitants	dont Artisans commerçants chefs d'entreprise	autres emplois qualifiés	Emplois non qualifiés
Tout secteur d'activité	55,0	1,4	5,5	48,0	45,0
dont agriculture et forêt	66,6	36,6	4,3	25,7	33,4
artisanat	63,0	n.s.	23,3	39,6	37,0
bâtiment et travaux publics	68,9	n.s.	13,4	55,4	31,1
chimie	67,0	n.s.	0,8	66,2	33,0
hôtellerie-restauration	51,8	n.s.	19,9	31,9	48,2
métallurgie	62,0	n.s.	1,9	60,1	38,0
sanitaire et social	26,0	n.s.	0,7	25,2	74,0
services à l'automobile	69,5	n.s.	13,8	55,6	30,5
transports logistique	79,2	n.s.	3,5	75,6	20,8

Note de lecture : Parmi les actifs de bas niveau de formation en emploi dans la branche agriculture et forêt, 66,6 % occupent un emploi qualifié.

n.s. : non significatif

Source : Insee RP 2011 - Champ : Population active en emploi hors apprentis au lieu de résidence de 15 ans ou plus

Les bas niveaux de formation : Branche agriculture et forêt

1 30 % d'actifs de bas niveau de formation

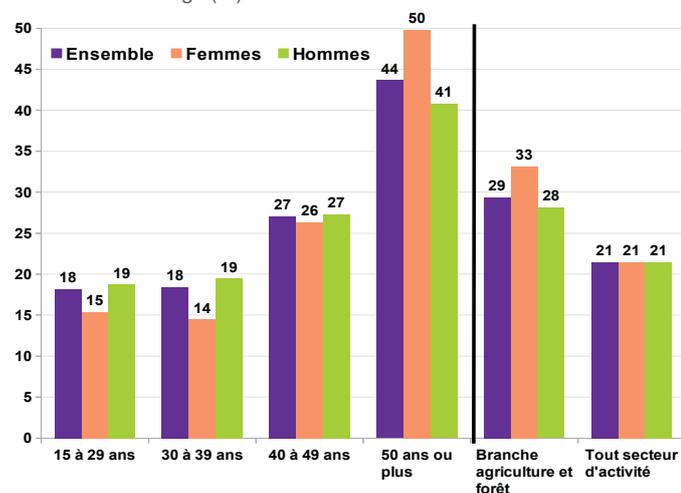
Actifs en emploi avec un niveau de diplôme inférieur au CAP selon le secteur d'activité (nombre, %)

	Nombre	%	Part des moins de 30 ans
Tout secteur d'activité	156 726	21,5	12,0
Branche agriculture et forêt	5 743	29,4	11,1
dont			
Culture de céréales (à l'exception du riz), de légumineuses et de graines oléagineuses	1 175	27,5	7,1
Culture et élevage associés	1 031	22,5	6,1
Services d'aménagement paysager	1 025	33,0	21,1
Autre mise à disposition de ressources humaines	487	38,4	17,7
Élevage de vaches laitières	314	27,4	6,2
Élevage d'autres bovins et de buffles	262	36,9	7,7
Activités de soutien aux cultures	192	28,4	12,6
Sciage et rabotage du bois, hors imprégnation	176	41,5	4,5
Culture de légumes, de melons, de racines et de tubercules	171	34,5	6,9
Exploitation forestière	129	45,5	6,1

Note de lecture : Parmi les actifs en emploi dans le secteur des services d'aménagement paysager, 1 025 ont un bas niveau de formation, soit 33,0 % de l'ensemble, cette population comporte 21,1 % de moins de 30 ans.

3 Une femme sur trois a un bas niveau de formation

Part des actifs en emploi avec un niveau de diplôme inférieur au CAP selon le sexe et l'âge (%)



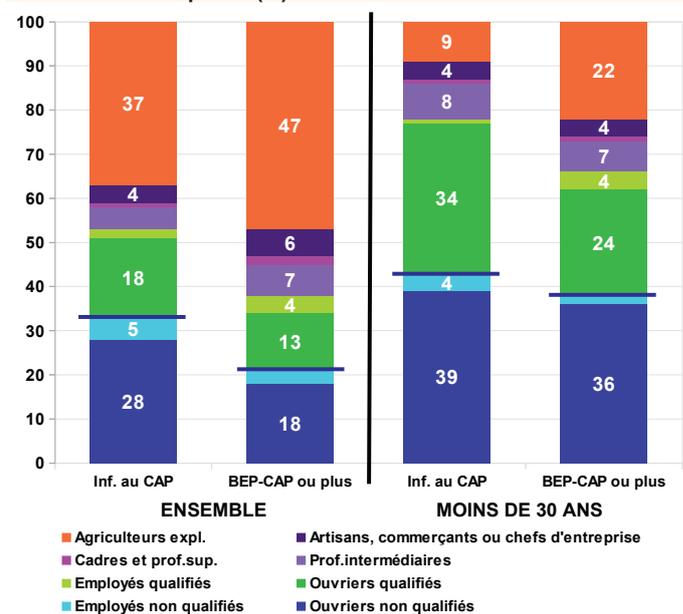
Note : 29 % des actifs de bas niveau de formation en emploi dans la branche sont des femmes

5 Principaux métiers exercés par les actifs avec bas niveau de formation (nombre, %)

	Nombre	%	Part des moins de 30 ans
Ouvriers agricoles sans spécialisation particulière	635	36,9	14,1
Jardiniers	605	40,7	22,6
Agriculteurs sur petite exploitation de céréales-grandes cultures	425	24,1	2,8
Éleveurs d'herbivores, sur petite exploitation	354	31,3	2,2
Ouvriers de l'élevage	230	37,4	22,5
Entrepreneurs en parcs et jardins, paysagistes	155	25,0	8,6
Conducteurs d'engin agricole ou forestier	138	36,0	11,8
Exploitants forestiers indépendants, de 0 à 9 salariés	118	53,1	15,2
Ouvriers de l'exploitation forestière ou de la sylviculture	114	37,6	7,2
Dockers	111	42,0	40,0

Note de lecture : Parmi les jardiniers, 605 ont un niveau de diplôme inférieur au CAP, soit 40,7 % de l'ensemble, cette population comporte 22,6 % de moins de 30 ans.

2 Répartition des actifs en emploi par catégorie socioprofessionnelle et niveau de diplôme (%)



Note de lecture : Emplois non qualifiés sous la barre horizontale

4 Moins de CDI, surtout pour les femmes et les jeunes

Part des emplois en CDI et à temps complet parmi les salariés selon le niveau de diplôme (%)

	Contrat à durée indéterminée (CDI)	Temps complet
Inférieur au CAP	80,9	73,8
dont Femmes	67,9	38,7
Moins de 30 ans	67,3	74,9
BEP-CAP ou plus	85,9	83,4
dont Femmes	81,8	64,5
Moins de 30 ans	84,1	88,9

Les bas niveaux de formation : Branche artisanat

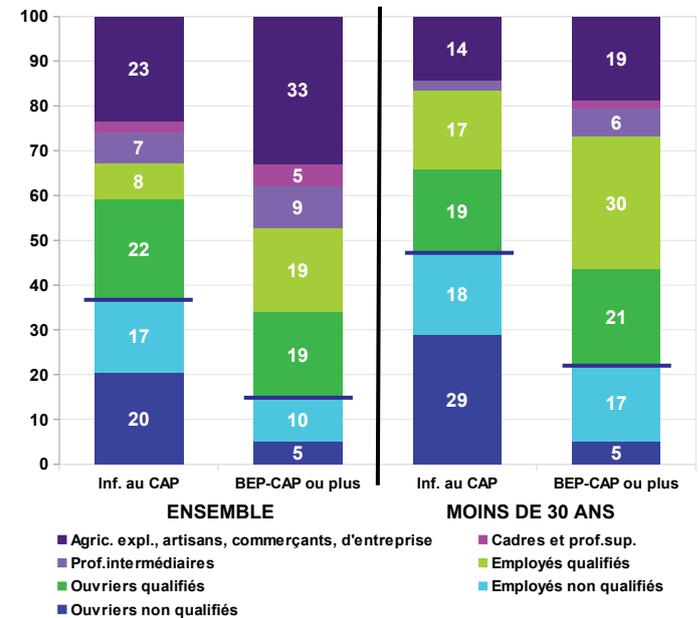
1 20 % de bas niveaux de formation

Actifs en emploi avec un niveau de diplôme inférieur au CAP selon le secteur d'activité (nombre, %)

	Nombre	%	Part des moins de 30 ans
Tout secteur d'activité	156 726	21,5	12,0
Branche artisanat	4 867	19,7	15,2
dont Boulangerie et boulangerie-pâtisserie	962	20,4	25,4
Autre imprimerie (labeur)	478	29,0	2,9
Fabrication de cacao, chocolat et de produits de confiserie	443	36,2	14,0
Commerce de détail de fleurs, plantes, graines, engrais, animaux de compagnie et aliments pour ces animaux en magasin spécialisé	306	17,0	19,1
Commerce de détail de viandes et de produits à base de viande en magasin spécialisé	289	18,7	21,6
Coiffure	250	5,4	25,6
Autres services personnels n.c.a.	248	26,9	14,9
Charcuterie	225	19,4	16,0
Fabrication et façonnage d'autres articles en verre, y compris verre technique	185	41,1	2,2
Transports de voyageurs par taxis	165	21,3	9,7

Note de lecture : Parmi les actifs en emploi dans le secteur de la boulangerie et boulangerie-pâtisserie, 962 ont un niveau de diplôme inférieur au CAP, soit 20,4 % de l'ensemble, cette population comporte 25,4 % de moins de 30 ans

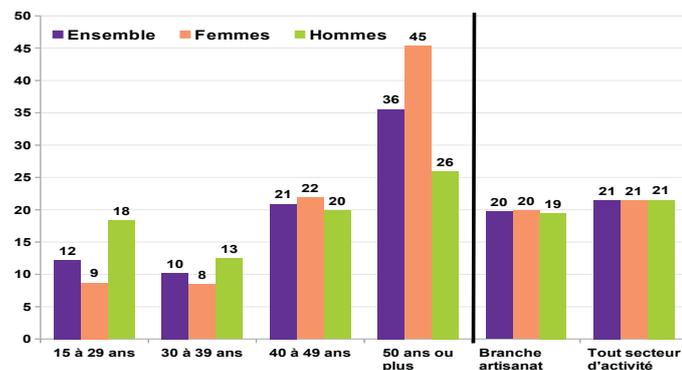
2 Répartition des actifs en emploi par catégorie socioprofessionnelle et niveau de diplôme (%)



Note de lecture : Emplois non qualifiés sous la barre horizontale

3 45 % des femmes de 50 ans ou plus ont un bas niveau de formation

Part des actifs en emploi avec un niveau de diplôme inférieur au CAP selon le sexe et l'âge (%)



Note : 56 % des actifs de bas niveau de formation en emploi dans la branche sont des femmes

4 Des emplois moins durables pour les moins de 30 ans

Part des emplois en CDI et à temps complet parmi les salariés selon le niveau de diplôme (%)

	Contrat à durée indéterminée (CDI)	Temps complet
Inférieur au CAP	88,3	77,7
dont Femmes	88,4	68,1
Moins de 30 ans	70,6	74,3
BEP-CAP ou plus	90,8	81,5
dont Femmes	88,6	71,0
Moins de 30 ans	83,4	78,7

5 Principaux métiers exercés par les actifs avec bas niveau de formation (nombre, %)

	Nombre	%	Part des moins de 30 ans
Artisans boulangers, pâtisseries, de 0 à 9 salariés	216	15,5	16,2
Autres ouvriers de production non qualifiés : industrie agro-alimentaire	169	46,0	19,6
Ouvriers de la composition et de l'impression, ouvriers qualifiés de la brochure, de la reliure et du façonnage du papier-carton	162	33,7	4,2
Boulangers, pâtisseries (sauf activité industrielle)	135	10,1	39,2
Artisans coiffeurs, manucures, esthéticiens, de 0 à 9 salariés	126	5,2	20,0
Coiffeurs salariés	117	5,0	35,6
Conducteurs de taxis, ambulanciers et autres artisans du transport, de 0 à 9 salariés	114	19,0	3,5
Ouvriers de production non qualifiés de l'imprimerie, presse, édition	112	37,8	2,6
Ouvriers non qualifiés divers de type artisanal	112	52,0	17,0
Petits et moyens détaillants en alimentation spécialisée, de 0 à 9 salariés	104	41,6	7,6

Note de lecture : Parmi les artisans boulangers, pâtisseries, de 0 à 9 salariés, 216 ont un niveau de diplôme inférieur au CAP, soit 15,5 % de l'ensemble, cette population comporte 16,2 % de moins de 30 ans.

Les bas niveaux de formation: Branche bâtiment et travaux publics

1 Un quart de bas niveaux de formation

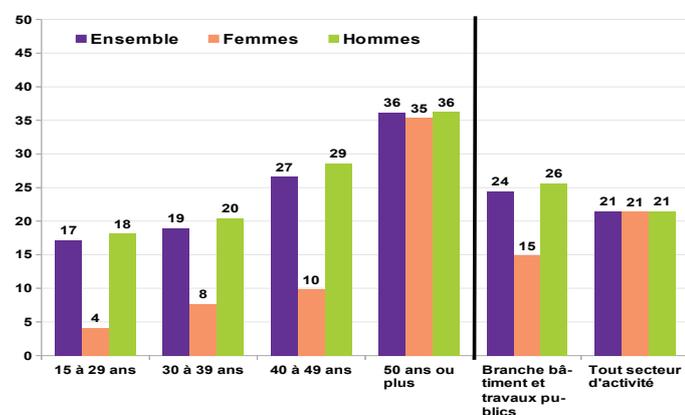
Actifs en emploi avec un niveau de diplôme inférieur au CAP selon le secteur d'activité (nombre, %)

	Nombre	%	Part des moins de 30 ans
Tout secteur d'activité	156 726	21,5	12,0
Branche bâtiment et travaux publics	12 919	24,5	17,5
dont Travaux de maçonnerie générale et gros œuvre de bâtiment	2 232	32,7	18,4
Travaux de peinture et vitrerie	1 176	28,3	12,7
Travaux d'installation électrique dans tous locaux	1 081	14,5	12,5
Travaux de couverture par éléments	897	25,4	25,9
Travaux de menuiserie bois et PVC	871	19,2	20,6
Construction de routes et autoroutes	729	33,5	16,8
Construction d'autres bâtiments	711	24,9	10,7
Travaux de terrassement courants et travaux préparatoires	588	28,9	14,3
Construction de maisons individuelles	514	28,1	15,0
Travaux d'installation d'équipements thermiques et de climatisation	475	15,9	23,5

Note de lecture : Parmi les actifs en emploi dans le secteur des travaux de maçonnerie générale et gros œuvre de bâtiment, 2 232 ont un bas niveau de formation, soit 32,7 % de l'ensemble, cette population comporte 18,4 % de moins de 30 ans.

3 26 % des hommes ont un bas niveau de formation

Part des actifs en emploi avec un niveau de diplôme inférieur au CAP selon le sexe et l'âge (%)



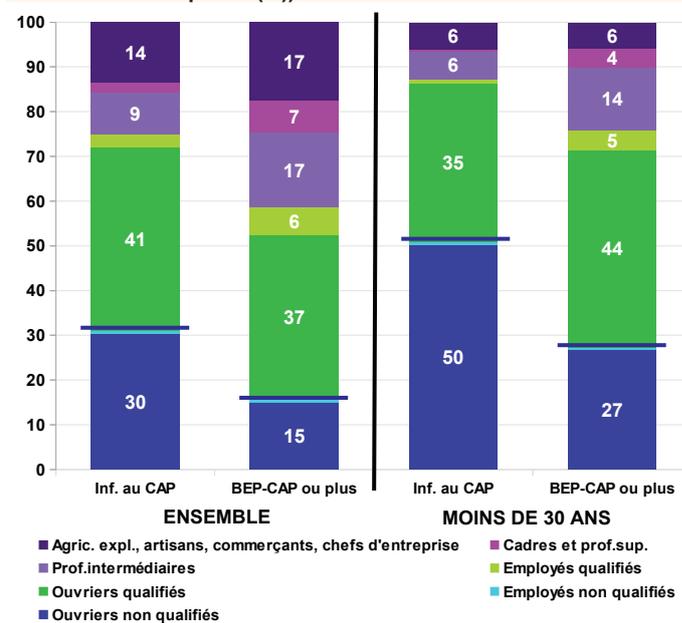
Note : 6 % des actifs de bas niveau de formation en emploi dans la branche sont des femmes

5 Principaux métiers exercés par les actifs avec bas niveau de formation (nombre, %)

	Nombre	%	Part des moins de 30 ans
Maçons qualifiés	1308	35,9	14,7
Ouvriers non qualifiés du second œuvre du bâtiment	957	35,2	32,7
Ouvriers non qualifiés des travaux publics, du travail du béton et de l'extraction, hors État et collectivités locales	805	47,0	25,0
Peintres et ouvriers qualifiés de pose de revêtements sur supports verticaux	464	27,4	13,6
Artisans maçons	432	25,3	12,4
Chefs de chantier (non cadres)	412	28,1	0,6
Artisans de la peinture et des finitions du bâtiment	351	27,0	6,1
Couvreurs qualifiés	340	23,2	16,2
Ouvriers qualifiés du travail du béton	331	38,6	14,6
Conducteurs qualifiés d'engins de chantiers du bâtiment et des travaux publics	311	35,3	14,3

Note de lecture : Parmi les maçons qualifiés, 1 308 ont un niveau de diplôme inférieur au CAP, soit 35,9 % de l'ensemble, cette population comporte 14,7 % de moins de 30 ans.

2 Répartition des actifs en emploi par catégorie socioprofessionnelle et niveau de diplôme (%)



Note de lecture : Emplois non qualifiés sous la barre horizontale

4 Autant de CDI chez les bas niveaux de formation et les diplômés

Part des emplois en CDI et à temps complet parmi les salariés selon le niveau de diplôme (%)

	Contrat à durée indéterminée (CDI)	Temps complet
Inférieur au CAP	92,6	94,9
dont Femmes	90,8	63,0
Moins de 30 ans	84,0	93,9
BEP-CAP ou plus	93,6	95,4
dont Femmes	94,4	76,2
Moins de 30 ans	87,3	96,9

Les bas niveaux de formation : Branche chimie

1 Moins de 15 % de bas niveaux de formation

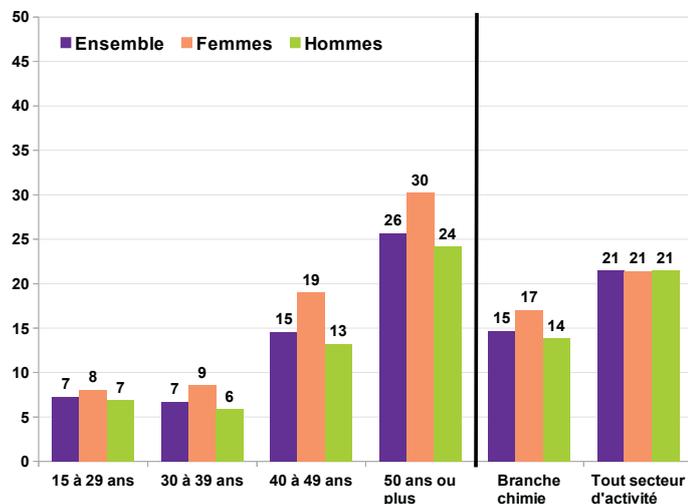
Actifs en emploi avec un niveau de diplôme inférieur au CAP selon le secteur d'activité (nombre, %)

	Nombre	%	Part des moins de 30 ans
Tout secteur d'activité	156 726	21,5	12,0
Branche chimie	1 767	14,7	6,5
dont Fabrication de parfums et de produits pour la toilette	467	31,0	8,4
Fabrication d'autres produits chimiques organiques de base	294	7,4	4,1
Fabrication de peintures, vernis, encres et mastics	204	20,0	8,6
Fabrication de matières plastiques de base	143	18,2	13,8
Fabrication d'autres produits chimiques n.c.a.	140	11,7	6,4
Fabrication de pesticides et d'autres produits agrochimiques	119	17,7	0,0

Note de lecture : Parmi les actifs en emploi dans le secteur de la fabrication de parfums et de produits pour la toilette, 467 ont un niveau de diplôme inférieur au CAP, soit 31,0 % de l'ensemble, cette population comporte 8,4 % de moins de 30 ans.

3 Les femmes de bas niveau de formation plus représentées à tout âge

Part des actifs en emploi avec un niveau de diplôme inférieur au CAP selon le sexe et l'âge (%)



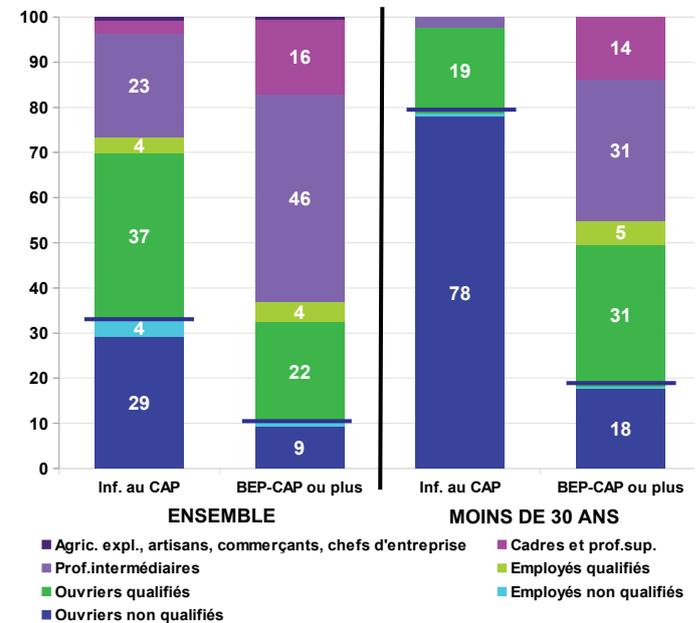
Note : 31 % des actifs de bas niveau de formation en emploi dans la branche sont des femmes

5 Principaux métiers exercés par les actifs avec bas niveau de formation (nombre, %)

	Nombre	%	Part des moins de 30 ans
Ouvriers de production non qualifiés : chimie, pharmacie, plasturgie	370	38,7	21,7
Autres opérateurs et ouvriers qualifiés de la chimie (y.c. pharmacie) et de la plasturgie	256	22,4	1,2
Agents de maîtrise en fabrication : agroalimentaire, chimie, plasturgie, pharmacie.	133	13,1	2,0

Note de lecture : Parmi les ouvriers de production non qualifiés (chimie, pharmacie, plasturgie), 370 ont un niveau de diplôme inférieur au CAP, soit 38,7 % de l'ensemble, cette population comporte 21,7 % de moins de 30 ans.

2 Répartition des actifs en emploi par catégorie socioprofessionnelle et niveau de diplôme (%)



Note de lecture : Emplois non qualifiés sous la barre horizontale

4 Plus faible part de CDI pour les jeunes

Part des emplois en CDI et à temps complet parmi les salariés selon le niveau de diplôme (%)

	Contrat à durée indéterminée (CDI)	Temps complet
Inférieur au CAP	95,8	94,5
dont Femmes	93,0	86,4
Moins de 30 ans	69,3	90,6
BEP-CAP ou plus	95,7	95,8
dont Femmes	92,8	86,1
Moins de 30 ans	82,7	97,0

Les bas niveaux de formation : Branche hôtellerie restauration

1 26 % de bas niveaux de formation

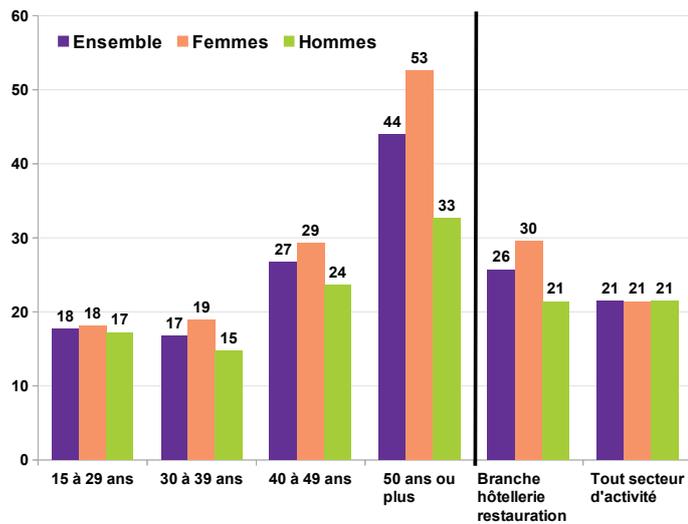
Actifs en emploi avec un niveau de diplôme inférieur au CAP selon le secteur d'activité (nombre, %)

	Nombre	%	moins de 30 ans
Tout secteur d'activité	156 726	21,5	12,0
Branche hôtellerie restauration	4 567	25,7	17,9
dont Restauration traditionnelle	2 204	26,5	23,3
Débits de boissons	751	34,2	13,9
Autres services de restauration n.c.a.	563	25,7	9,4
Restauration collective sous contrat	301	23,8	10,4
Organisation de jeux de hasard et d'argent	222	27,7	15,3
Gestion d'installations sportives	169	24,7	9,6
Services des traiteurs	121	16,0	19,9
Cafétérias et autres libres-services	119	12,3	28,1

Note de lecture : Parmi les actifs en emploi dans le secteur de la restauration traditionnelle, 2 204 ont un niveau de diplôme inférieur au CAP, soit 26,5 % de l'ensemble, cette population comporte 23,3 % de moins de 30 ans.

3 Trois femmes sur dix ont un bas niveau de formation

Part des actifs en emploi avec un niveau de diplôme inférieur au CAP selon le sexe et l'âge (%)



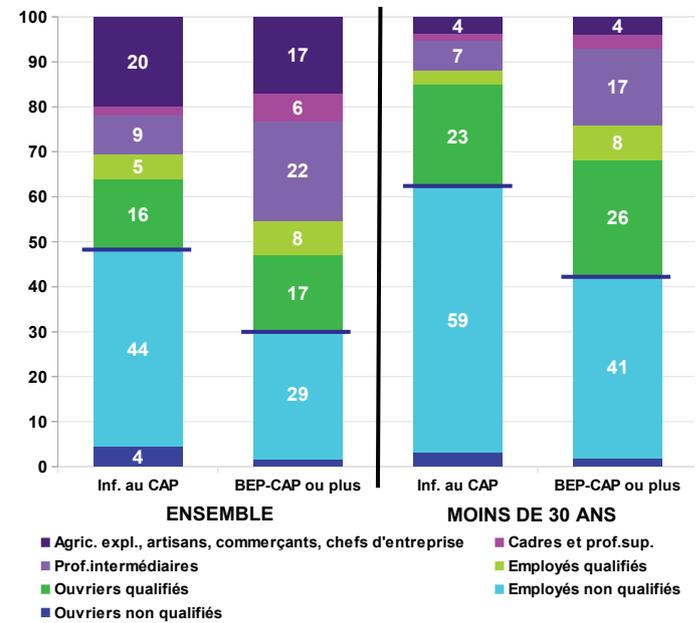
Note : 61 % des actifs de bas niveau de formation en emploi dans la branche sont des femmes

5 Principaux métiers exercés par les actifs avec bas niveau de formation (nombre, %)

	Nombre	%	Part des moins de 30 ans
Serveurs, commis de restaurant, garçons (bar, brasserie, café ou restaurant)	960	28,7	34,3
Aides de cuisine, apprentis de cuisine et employés polyvalents de la restauration	572	48,5	12,7
Cuisiniers et commis de cuisine	563	24,8	28,0
Exploitants de petit restaurant, café-restaurant, de 0 à 2 salariés	401	28,9	4,4
Exploitants de petit café, débit de boisson, associé ou non à une autre activité hors restauration, de 0 à 2 salariés	152	41,2	1,8
Détaillants en tabac, presse et articles divers, de 0 à 9 salariés	129	31,7	
Exploitants de café, restaurant, hôtel, de 3 à 9 salariés	121	20,5	5,5
Agents de service de la fonction publique (sauf écoles, hôpitaux)	119	45,0	12,2
Employés administratifs divers d'entreprises	112	31,7	2,6

Note de lecture : Parmi les serveurs, commis de restaurant, garçons (bar, brasserie, café ou restaurant), 960 ont un niveau de diplôme inférieur au CAP, soit 28,7 % de l'ensemble, cette population comporte 34,3 % de moins de 30 ans.

2 Répartition des actifs en emploi par catégorie socioprofessionnelle et niveau de diplôme (%)



Note de lecture : Emplois non qualifiés sous la barre horizontale

4 Davantage de temps partiel par rapport aux diplômés

Part des emplois en CDI et à temps complet parmi les salariés selon le niveau de diplôme (%)

	Contrat à durée indéterminée (CDI)	Temps complet
Inférieur au CAP	86,3	67,1
dont Femmes	87,3	60,3
Moins de 30 ans	74,4	62,4
BEP-CAP ou plus	83,4	74,1
dont Femmes	84,3	64,9
Moins de 30 ans	71,8	70,0

Les bas niveaux de formation : Branche métallurgie

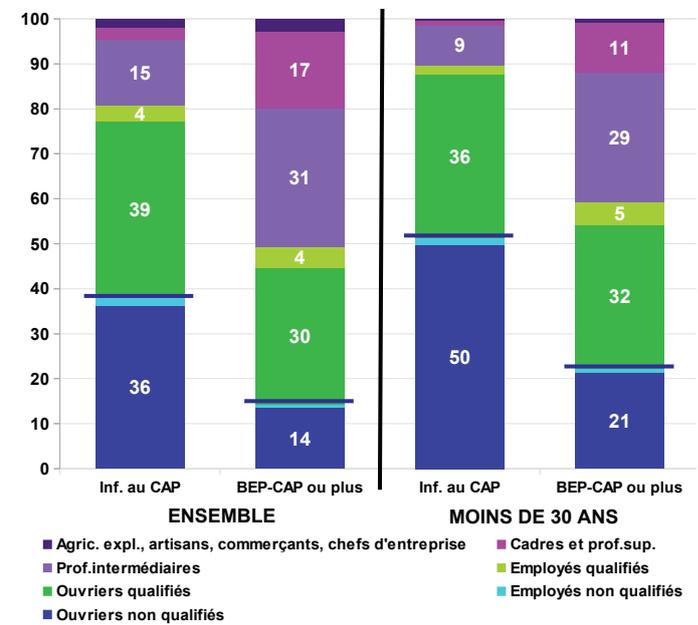
1 Peu de jeunes parmi les bas niveaux de formation

Actifs en emploi avec un niveau de diplôme inférieur au CAP selon le secteur d'activité (nombre, %)

	Nombre	%	Part des moins de 30 ans
Tout secteur d'activité	156 726	21,5	12,0
Branche métallurgie	10 803	19,9	6,7
dont Construction de véhicules automobiles	1 935	22,0	3,6
Fabrication d'autres équipements automobiles	702	30,9	4,7
Installation de structures métalliques, chaudronnées et de tuyauterie	590	17,3	8,8
Mécanique industrielle	369	13,0	5,9
Fabrication de matériel d'installation électrique	365	27,6	1,9
Fabrication de matériel de distribution et de commande électrique	341	20,6	5,3
Fabrication de structures métalliques et de parties de structures	333	18,3	12,2
Découpage, emboutissage	332	28,6	10,3
Réparation de machines et équipements mécaniques	315	14,5	6,7
Fabrication de cartes électroniques assemblées	293	26,1	1,7

Note de lecture : Parmi les actifs en emploi dans la construction de véhicules automobiles, 1 935 ont un niveau de diplôme inférieur au CAP, soit 22,0 % de l'ensemble, cette population comporte 3,6 % de moins de 30 ans.

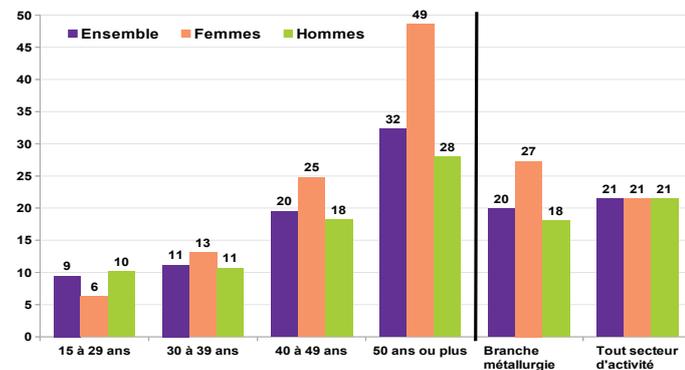
2 Répartition des actifs en emploi par catégorie socioprofessionnelle et niveau de diplôme (%)



Note de lecture : Emplois non qualifiés sous la barre horizontale

3 Davantage de femmes de bas niveau de formation que d'hommes

Part des actifs en emploi avec un niveau de diplôme inférieur au CAP selon le sexe et l'âge (%)



Note : 28 % des actifs de bas niveau de formation en emploi dans la branche sont des femmes

4 Une très forte proportion de CDI, un peu moindre pour les jeunes

Part des emplois en CDI et à temps complet parmi les salariés selon le niveau de diplôme (%)

	Contrat à durée indéterminée (CDI)	Temps complet
Inférieur au CAP	96,1	94,1
dont Femmes	96,0	86,3
Moins de 30 ans	82,5	92,1
BEP-CAP ou plus	96,3	96,4
dont Femmes	94,9	86,4
Moins de 30 ans	88,4	96,1

5 Principaux métiers exercés par les actifs avec bas niveau de formation (nombre, %)

	Nombre	%	- de 30 ans (%)
Ouvriers non qual. de montage, contrôle en mécanique et travail des métaux	1 574	40,2	8,4
Ouvriers non qual. de l'électricité et de l'électronique	534	44,4	4,2
Autres mécaniciens ou ajusteurs qual. (ou spécialité non reconnue)	462	27,1	2,2
Ouvriers qual. de la manutention, conducteurs de chariots élévateurs, caristes	417	41,7	6,5
Câbleurs qual., bobiniers qual.	364	27,0	2,2
Opérateurs qual. d'usinage des métaux sur autres machines (sauf moulistes)	344	15,5	4,5
Ouvriers de prod. non qual. travaillant par enlèvement de métal	310	28,4	13,9
Ouvriers de prod. non qual. : métallurgie, prod. verrière, céramique, matériaux de constr.	309	51,0	10,8
Monteurs qual. d'ensembles mécaniques	273	26,7	7,3
Mécaniciens qual. de maintenance, entretien : équipements industriels	269	16,1	3,0

Note de lecture : Parmi les ouvriers non qualifiés de montage, contrôle en mécanique et travail des métaux, 1 574 ont un niveau de diplôme inférieur au CAP, soit 40,2 % de l'ensemble, cette population comporte 8,4 % de moins de 30 ans.

Les bas niveaux de formation : Branche sanitaire et social

1 Un quart des actifs avec un bas niveau de formation

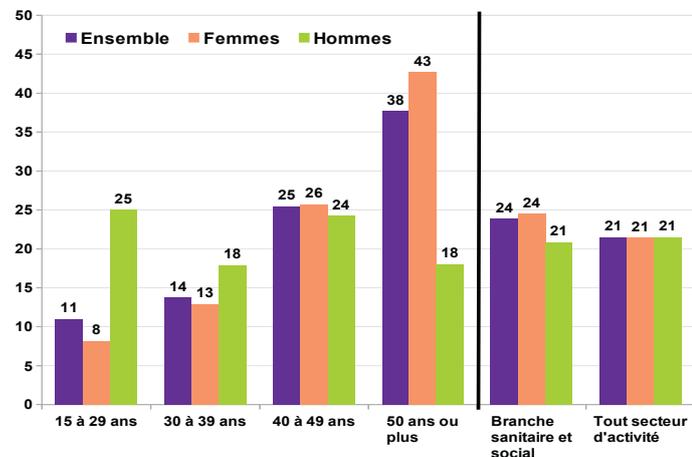
Actifs en emploi avec un niveau de diplôme inférieur au CAP selon le secteur d'activité (nombre, %)

	Nombre	%	Part des moins de 30 ans
Tout secteur d'activité	156 726	21,5	12,0
Branche sanitaire et social	24 802	23,8	7,9
dont Aide à domicile	6 907	46,8	3,9
Accueil de jeunes enfants	5 119	36,5	3,7
Activités hospitalières	3 606	10,9	8,1
Aide par le travail	2 371	60,5	26,5
Hébergement médicalisé pour personnes âgées	1 742	22,7	10,7
Action sociale sans hébergement n.c.a.	1 559	24,8	6,6
Hébergement social pour handicapés mentaux et malades mentaux	638	27,8	14,8
Ambulances	403	24,9	11,5
Hébergement social pour enfants en difficultés	386	14,8	4,5
Activité des médecins généralistes	333	10,3	4,1

Note de lecture : Parmi les actifs en emploi dans l'aide à domicile, 6 907 ont un niveau de diplôme inférieur au CAP, soit 46,8 % de l'ensemble, cette population comporte 3,9 % de moins de 30 ans

3 43 % des femmes de 50 ans ou plus ont un bas niveau de formation

Part des actifs en emploi avec un niveau de diplôme inférieur au CAP selon le sexe et l'âge (%)



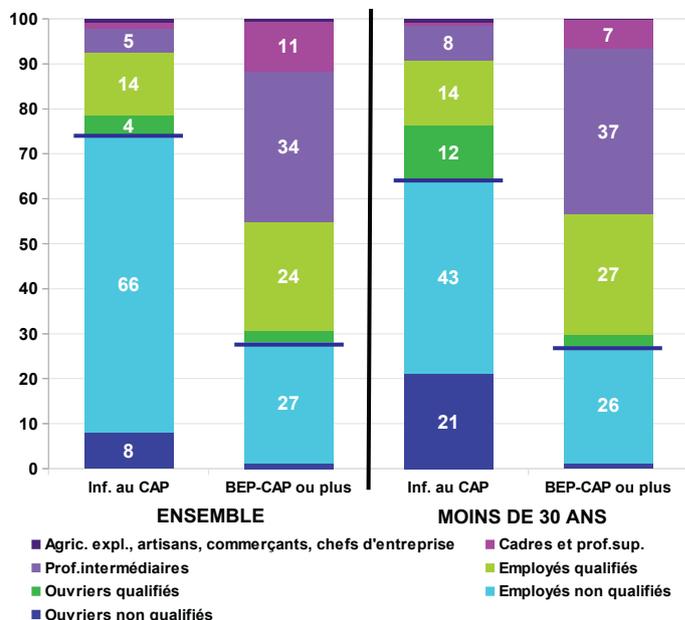
Note : 84 % des actifs de bas niveau de formation en emploi dans la branche sont des femmes

5 Principaux métiers exercés par les actifs avec bas niveau de formation (nombre, %)

	Nombre	%	Part des moins de 30 ans
Aides à domicile, aides ménagères, travailleuses familiales	6 247	47,0	4,6
Assistants maternelles, gardiennes d'enfants, familles d'accueil	4 616	38,8	3,3
Agents de service hospitaliers (de la fonction publique ou du secteur privé)	3 505	38,8	7,9
Employés de maison et personnels de ménage chez des particuliers	1 314	66,8	1,8
Aides-soignants (de la fonction publique ou du secteur privé)	1 129	11,3	6,8
Ouvriers non qualifiés divers de type artisanal	1 032	78,2	22,0
Employés administratifs divers d'entreprises	450	33,0	7,6
Adjoint administratifs de la fonction publique (y.c. enseignement)	433	15,2	2,3
Ambulanciers salariés (du secteur public ou du secteur privé)	384	26,9	9,6
Ouvriers du tri, de l'emballage, de l'expédition, non qualifiés	322	74,5	14,1

Note de lecture : Parmi les aides à domicile, aides ménagères, travailleuses familiales, 6 247 ont un niveau de diplôme inférieur au CAP, soit 47,0 % de l'ensemble, cette population comporte 4,6 % de moins de 30 ans.

2 Répartition des actifs en emploi par catégorie socioprofessionnelle et niveau de diplôme (%)



Note de lecture : Emplois non qualifiés sous la barre horizontale

4 Davantage de temps partiel

Part des emplois en CDI et à temps complet parmi les salariés selon le niveau de diplôme (%)

	Contrat à durée indéterminée (CDI)	Temps complet
Inférieur au CAP	78,3	62,4
dont Femmes	78,0	58,4
Moins de 30 ans	62,7	70,2
BEP-CAP ou plus	83,4	72,4
dont Femmes	83,3	69,1
Moins de 30 ans	67,1	73,2

Les bas niveaux de formation : Branche services à l'automobile

1 19 % de bas niveaux de formation

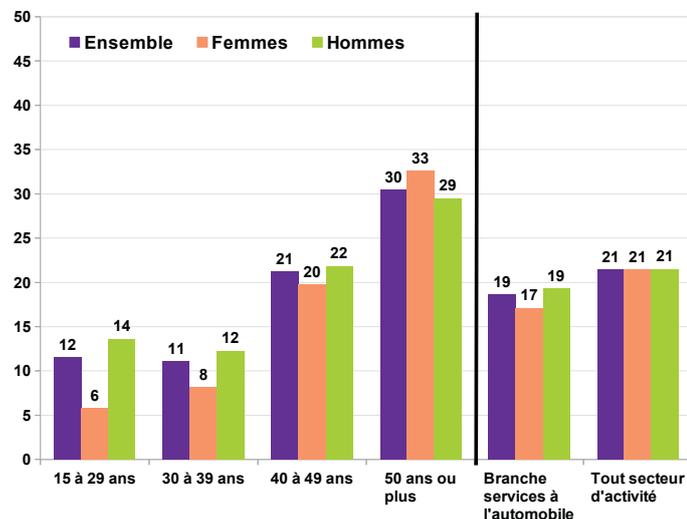
Actifs en emploi avec un niveau de diplôme inférieur au CAP selon le secteur d'activité (nombre, %)

	Nombre	%	Part des moins de 30 ans
Tout secteur d'activité	156 726	21,5	12,0
Branche services à l'automobile	3 337	18,7	14,7
dont Commerce de voitures et de véhicules automobiles légers	1 037	18,2	10,3
Entretien et réparation de véhicules automobiles légers	768	20,4	16,6
Commerce de détail d'équipements automobiles	201	23,2	37,4
Services auxiliaires des transports terrestres	195	17,8	9,4
Enseignement de la conduite	192	16,3	19,9
Commerce de détail d'articles de sport en magasin spécialisé	151	16,4	24,8
Commerce de détail de carburants en magasin spécialisé	144	27,3	13,8

Note de lecture : Parmi les actifs en emploi dans le secteur du Commerce de voitures et de véhicules automobiles légers, 3 337 ont un niveau de diplôme inférieur au CAP, soit 18,7 % de l'ensemble, cette population comporte 14,7 % de moins de 30 ans.

3 Peu de femmes de bas niveau de formation parmi les moins de 40 ans

Part des actifs en emploi avec un niveau de diplôme inférieur au CAP selon le sexe et l'âge (%)



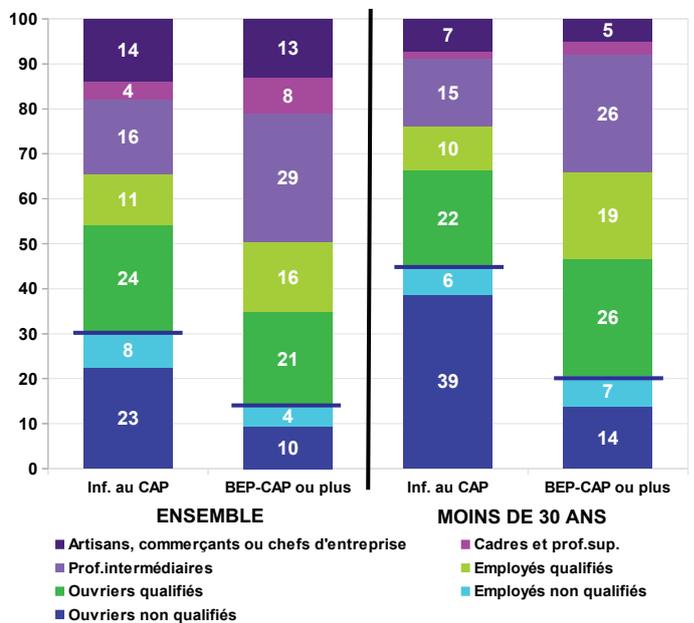
Note : 26 % des actifs de bas niveau de formation en emploi dans la branche sont des femmes

5 Principaux métiers exercés par les actifs avec bas niveau de formation (nombre, %)

	Nombre	%	Part des moins de 30 ans
Métalliers, serruriers, réparateurs en mécanique non qualifiés	427	30,6	29,7
Mécaniciens qualifiés en maintenance, entretien, réparation : automobile	289	16,0	24,2
Artisans mécaniciens réparateurs d'automobiles	221	19,2	5,5
Secrétaires	116	14,5	4,4
Techniciens commerciaux et technico-commerciaux, représentants auprès de particuliers (hors banque, assurance, informatique)	116	12,3	8,2
Magasiniers qualifiés	100	23,9	9,3

Note de lecture : Parmi les métalliers, serruriers, réparateurs en mécanique non qualifiés, 427 ont un niveau de diplôme inférieur au CAP, soit 30,6 % de l'ensemble, cette population comporte 29,7 % de moins de 30 ans.

2 Répartition des actifs en emploi par catégorie socioprofessionnelle et niveau de diplôme (%)



Note de lecture : Emplois non qualifiés sous la barre horizontale

4 Moins de CDI chez les jeunes, plus de temps partiel chez les femmes

Part des emplois en CDI et à temps complet parmi les salariés selon le niveau de diplôme (%)

	Contrat à durée indéterminée (CDI)	Temps complet
Inférieur au CAP	91,9	87,0
dont Femmes	87,8	66,4
Moins de 30 ans	73,5	82,2
BEP-CAP ou plus	92,9	89,3
dont Femmes	89,7	74,8
Moins de 30 ans	86,2	87,1

Les bas niveaux de formation : Branche transports logistique

1 30 % d'actifs avec un bas niveau de formation

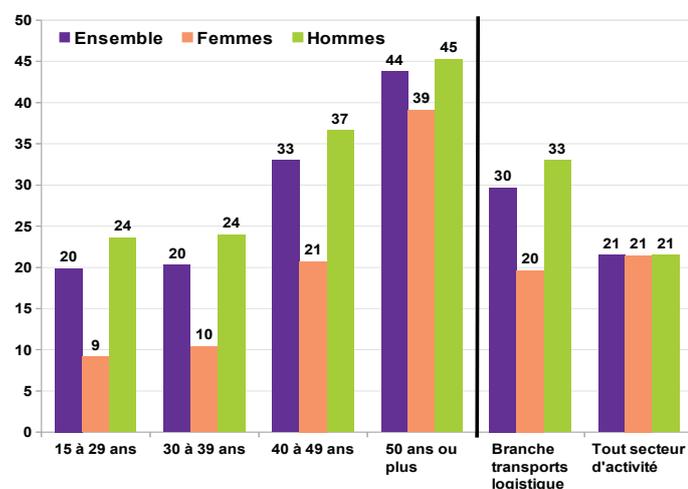
Actifs en emploi avec un niveau de diplôme inférieur au CAP selon le secteur d'activité (nombre, %)

	Nombre	%	Part des moins de 30 ans
Tout secteur d'activité	156 726	21,5	12,0
Branche transports logistique	9 095	29,7	11,7
dont Transports routiers de fret interurbains	2 233	34,3	8,9
Transports routiers de fret de proximité	1 377	32,7	10,7
Affrètement et organisation des transports	1 325	20,7	13,2
Activités de sécurité privée	1 132	32,3	19,2
Entreposage et stockage non frigorifique	702	25,6	11,6
Transports routiers réguliers de voyageurs	633	36,4	7,2
Messagerie, fret express	415	32,4	12,2
Ambulances	403	24,9	11,5
Services de déménagement	247	45,8	16,2
Autres transports routiers de voyageurs	220	29,9	6,5

Note de lecture : Parmi les actifs en emploi dans le secteur du Commerce de voitures et de véhicules automobiles légers, 3 337 ont un niveau de diplôme inférieur au CAP, soit 18,7 % de l'ensemble, cette population comporte 14,7 % de moins de 30 ans.

3 Un homme sur trois a un bas niveau de formation

Part des actifs en emploi avec un niveau de diplôme inférieur au CAP selon le sexe et l'âge (%)



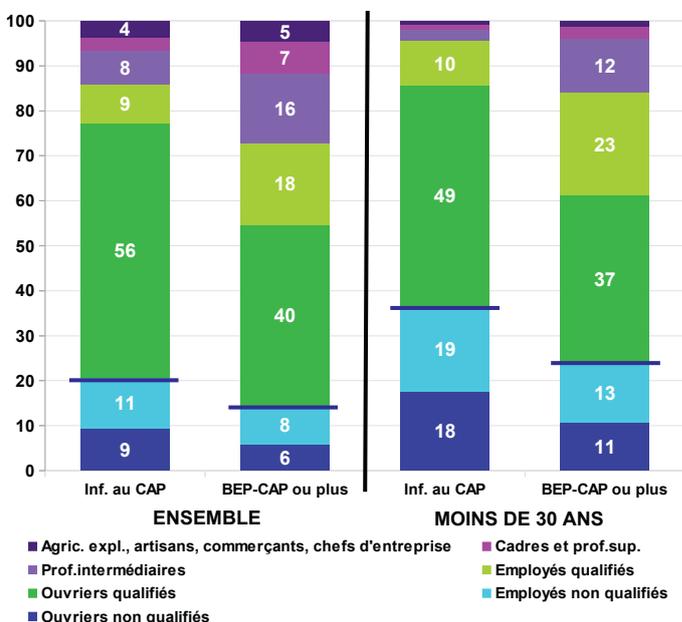
Note : 26 % des actifs de bas niveau de formation en emploi dans la branche sont des femmes

5 Principaux métiers exercés par les actifs avec bas niveau de formation (nombre, %)

	Nombre	%	Part des moins de 30 ans
Conducteurs routiers et grands routiers (salariés)	2866	37,3	6,9
Agents civils de sécurité et de surveillance	875	36,5	22,4
Conducteurs livreurs, coursiers (salariés)	669	40,0	15,7
Conducteurs de véhicule routier de transport en commun (salariés)	640	37,2	6,2
Ouvriers qualifiés de la manutention, conducteurs de chariots élévateurs, caristes	404	42,2	11,1
Ambulanciers salariés (du secteur public ou du secteur privé)	300	24,8	10,9
Ouvriers du tri, de l'emballage, de l'expédition, non qualifiés	209	37,0	22,6
Responsables d'exploitation des transports de voyageurs et de marchandises (non cadres)	183	25,9	2,1
Employés administratifs d'exploitation des transports de marchandises	174	11,6	17,5
Dockers	172	47,1	44,6

Note de lecture : Parmi les conducteurs routiers et grands routiers (salariés), 2 866 ont un niveau de diplôme inférieur au CAP, soit 37,3 % de l'ensemble, cette population comporte 6,9 % de moins de 30 ans.

2 Répartition des actifs en emploi par catégorie socioprofessionnelle et niveau de diplôme (%)



Note de lecture : Emplois non qualifiés sous la barre horizontale

4 Prépondérance du CDI, forte proportion de temps partiel parmi les femmes

Part des emplois en CDI et à temps complet parmi les salariés selon le niveau de diplôme (%)

	Contrat à durée indéterminée (CDI)	Temps complet
Inférieur au CAP	94,8	91,1
dont Femmes	94,0	72,3
Moins de 30 ans	84,5	89,4
BEP-CAP ou plus	94,1	92,6
dont Femmes	93,7	85,7
Moins de 30 ans	85,4	91,9

Insee Dossier

199 000 actifs ont un bas niveau de formation en Haute-Normandie, soit près d'un quart de la population active âgée de 15 ans ou plus. Les générations plus âgées sont les plus concernées car elle ont été scolarisées moins longtemps en moyenne que les plus jeunes. Ces actifs sont plus souvent dans des situations sociales fragiles (familles monoparentales ou en situation d'illettrisme) que les diplômés. Ils sont donc plus touchés par le chômage, notamment celui de longue durée. Parmi ceux en emploi, la moitié occupe un emploi qualifié, mais les postes de cadre ou de profession intermédiaire restent rares. Le nettoyage, le transport, la logistique ou les services à la personne sont les métiers principalement exercés. Leurs contrats de travail sont plutôt favorables, avec des CDI presque aussi fréquents que chez les diplômés, mais avec davantage de temps partiel. Les bas niveaux de formation connaissent toutefois des trajectoires professionnelles plus erratiques, avec des épisodes de chômage ou d'inactivité plus fréquents. À catégorie socioprofessionnelle identique, la promotion professionnelle est plus faible que pour les diplômés.

Insee Dossier n°7
Octobre 2015



Insee mobile

Insee Haute-Normandie

8, Quai de la Bourse
CS 21410
76037 Rouen Cedex 1

Directeur de la publication :

Jean-Christophe Fanouillet

Rédacteur en chef :

Maryse Cadalanu

© Crédits photos :
© Fotolia pour toutes les photos

Impression : IROPA

ISSN : 2416-8130 (en ligne)
ISSN : 2418-3717 (imprimé)

© Insee 2015